

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 873

31 mars 2015

SOMMAIRE

2PM Investment Sicav	41861	Infoworld S.A.	41867
Ablesoft S.A.	41904	Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l. ...	41888
Aerogolf Property Management S.à r.l. ..	41904	Ingersoll-Rand Lux Roza	41888
Allianz European Pension Investments ...	41899	Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l.	41888
Amadeus Holding S.A.	41858	INREDE S.A. (International Nippon Real Estate Development & Finance S.A.) ...	41859
Bolck S.à r.l.	41866	Investissements Immobiliers Européens et In- ternationaux S.A.	41860
Centrum K Luxembourg S.à r.l.	41863	Lamazère S.A.	41858
Challenger Global Fonds	41860	LRI Depositary S.A.	41860
Duemme Sicav	41865	Malouvag S.A.,	41860
Eagle International Investments S.à r.l. ..	41903	Managed Funds Portfolio	41862
Ecole de Musique de l'Union Grand-Duc Adolphe	41904	Martin Currie Global Funds	41864
ECommerce Holding IV S.à r.l.	41866	MBERP II (Luxembourg) 6 S.à r.l.	41859
ECommerce Taxi (GP) S.à r.l.	41866	MJ Holdings	41893
Elderflower Infrastructure I S.à r.l.	41861	Nikkei Invest Corporation S.A., SPF	41861
Euro Real Estate Germany I S.à r.l.	41862	OCM Luxembourg Avenue S.à r.l.	41867
Euro Real Estate Germany I S.à r.l.	41865	OCM Luxembourg EPF III Adent S.à r.l.	41867
FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA So- ciété à responsabilité limitée	41902	OCM Luxembourg EPF III Coppice Hol- dings S.à r.l.	41867
Finavo Holding S.A.	41864	OCM Luxembourg French Leisure SV ...	41903
FN - No Nonsense	41863	OCM Luxembourg ROF VI 2 S.à r.l.	41864
FPS Audit S.à r.l.	41902	OCM Phoenix Holdings II S.à r.l.	41898
GAM STAR (LUX)	41898	Orion Sicav	41863
Health for Life Capital S.C.A.	41868	Romanico AC Fund	41900
Hermes Development S.A.	41858	S.I.P. Investments S.A.	41859
HNA Group Europe	41865	Tenaris S.A.	41884
ICLF Directorship S.à r.l.	41863	WestGlobal	41862
Infoworld S.A.	41867		
Infoworld S.A.	41866		
Infoworld S.A.	41866		

Lamazère S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 19.128.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21/04/2015 à 9.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2014
3. Affectation des résultats au 31/12/2014
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015048113/18.

Hermes Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 179.164.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20/04/2015 à 10.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2014
3. Affectation des résultats au 31/12/2014
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015048112/18.

Amadeus Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 49.827.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 9 avril 2015 à 17.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 30 novembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 30 novembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015043304/833/18.

S.I.P. Investments S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 57.856.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 9 avril 2015 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015043303/833/18.

INREDE S.A. (International Nippon Real Estate Development & Finance S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 36.485.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 16 avril 2015 à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015046758/696/19.

MBERP II (Luxembourg) 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 180.110.

Extrait de la réunion de l'assemblée générale annuelle tenue le 19 Janvier 2015

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale annuelle de la Société en date du 19 Janvier 2015 que:

- Monsieur Abdoulie Yorro JALLOW, né à Fajara (La Gambie) le 12 février, 1975, de nationalité britannique, résidant professionnellement au 412F, route d'Esch L-1030 Luxembourg, est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée, en remplacement de Séverine Lambert, gérante démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/02/2015.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015031267/17.

(150034194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Malouvag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 161.124.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 9 avril 2015 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015043297/833/19.

Investissements Mobiliers Européens et Internationaux S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 27.765.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 9.04.2015 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour :

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2014
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015043294/560/16.

Challenger Global Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Koordinierte Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015039465/8.

(150044695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2015.

LRI Depositary S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 180.610.

Der Jahresabschluss für den Zeitraum vom 18. September 2013 (Gründungsdatum) bis zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 25. März 2015

Référence de publication: 2015046531/11.

(150053267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

2PM Investment Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 152.774.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETINGwhich will be held at the registered office on *Tuesday April 21, 2015* at 11.30 a.m. with the following agenda:*Agenda:*

1. Board of Directors' report
2. Auditors' report
3. Review and approval of the annual accounts as at December 31, 2014
4. Discharge to the Directors
5. Allocation of the result
6. Statutory appointments
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the Meeting.

The annual report is available on demand, free of charge, at the registered office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015048110/755/22.

Nikkei Invest Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 44.354.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIREqui se tiendra le vendredi *10 avril 2015* à 15.00 heures au siège social avec pour :*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité des activités de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015043309/755/20.

Elderflower Infrastructure I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 184.456.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 02 février 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Stefan Holmer de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 2 février 2015. Luxembourg, le 18 février 2015.

Référence de publication: 2015030358/12.

(150033566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Managed Funds Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 81.144.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3, rue Jean Piret à L-2350 Luxembourg, le 9 avril 2015 à 10 H 00 pour délibérer sur l'ordre du jour suivant

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises indépendant de la Société ;
2. Approbation des comptes annuels de la Société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 ;
3. Affectation des résultats de la Société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 ;
4. Décharge des administrateurs de la Société pour l'exécution de leur mandat pendant l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 ;
5. Nominations statutaires (démission(s) et ou nomination(s)).

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015043310/755/20.

WestGlobal, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 143.504.

Im Einklang mit Artikel 22 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) WestGlobal findet die

JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 9. April 2015 um 10.00 Uhr am Sitz der Zentralverwaltungsstelle LRI Invest S.A., 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 1. Januar 2014 bis zum 31. Dezember 2014.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.
6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2016.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens 5 Tage vorher bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im März 2015

Référence de publication: 2015043295/2501/24.

Euro Real Estate Germany I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 152.832.

Le Bilan au 31. Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gerd Schneider / Nadine Billal.

Référence de publication: 2015031083/10.

(150034661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Orion Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 73.862.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *vendredi 17 avril 2015* à 15.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015048108/755/24.

FN - No Nonsense, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement FN - NO NONSENSE FUND - wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l

Référence de publication: 2015035263/9.

(150039489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Centrum K Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 85.522.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Centrum K Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2015030301/11.

(150033434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

ICLF Directorship S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8339 Olm, 14, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 149.038.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015030482/10.

(150034076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Martin Currie Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 65.796.

You are invited to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of Martin Currie Global Funds (the "Company") which will be held at the Company's registered office on *April 28th, 2015* at 3 p.m. CET (the "Meeting") with the following identical agenda:

Agenda:

1. DEFINITION OF US PERSON

Replacement of "U.S. Person" by "US Person" and amendment to the definition of US Person in article 8 of the Company's articles of incorporation.

The shareholders are advised that resolution on the agenda of the Meeting shall be taken by respecting a quorum of at least one half of the capital present or represented. If such quorum is not met, a second extraordinary general meeting will be called which may deliberate, irrespective of the portion of the shares represented. In both meetings, resolution must be passed by at least two-thirds of the votes cast. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

A proxy form may be obtained at the Company's registered office and has to be returned by fax no later than April 24th, 2015 by 5 p.m. CET to the attention of Ms. Zakia Aouinti at number (+352) 464 010 413 and by mail to the registered office.

The full text of the revised articles of incorporation (with mark-up changes) is available upon request at the registered office of the Company.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2015048109/755/25.

Finavo Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 152.151.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 18 février 2015

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Président.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Référence de publication: 2015031117/14.

(150034490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

OCM Luxembourg ROF VI 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 187.459.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 20 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec et M. Callum Thorneycroft avec effet au 31 janvier 2015;

- De nommer M. Paul Lawrence, né le 25 mai 1970 à Rotherham, Royaume-Uni, ayant sa résidence professionnelle à 2-4 rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, comme gérant de la société avec effet au 31 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg ROF VI 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2015031337/15.

(150034565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Duemme Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 65.834.

Due to a lack of quorum, the extraordinary general meeting of the Company held on 11 March 2015 was not able to validly decide on the agenda. Thus the shareholders are hereby convened to attend the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") to be held on 16 April 2015 at 10 a.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of Article 5 to insert the possibility of share division.
2. Amendment of Articles 6, 8, 10 and 22 in order to withdraw the references to share certificates.
3. Amendment of Article 12 to enlarge the case of the NAV suspension as per the new law of 17 December 2010 (i.e. cross-investments and master feeder structures).
4. Amendment of Article 18 to update the investments restrictions as per the new law dated 17 December 2010 as reflected in the prospectus.
5. Amendment of Article 24 in order to adapt the liquidation and merger processes to the laws and regulations deleting the process of publication in the newspapers as well as the related general meeting.
6. General amendment of the Articles of Incorporation to replace the references of the law of 10 December 2002 regarding undertakings for collective investment by references to the new law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment.
7. General cosmetic and consistency amendments of the Articles of Incorporation.
8. Waiver of the French version of the Articles of Incorporation.

The Articles of Incorporation are available upon request at the registered office of the Company.

The reconvened Meeting may validly deliberate without any quorum, and resolutions will be passed with the consent of two-thirds of the votes cast.

Shareholders may vote in person or by proxy.

In order to attend the Meeting, the holders of bearer shares are required to deposit their share certificates five working days before the Meeting at the office of BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch, 33, rue de Gasperich, L-2085 Howald-Hesperange, Luxembourg, where Proxy Forms are available.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015040776/755/33.

HNA Group Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 156.000.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015030470/11.

(150033776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Euro Real Estate Germany I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 152.832.

Le Bilan au 31. Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gerd Schneider / Nadine Billal.

Référence de publication: 2015031084/10.

(150034845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Bolck S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

R.C.S. Luxembourg B 158.286.

La convention de Domiciliation concernant la société Bolck S.à r.l. ayant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg a été dénoncée avec effet en date du 18/02/2015 par la société Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015030289/12.

(150033821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

ECommerce Holding IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.904.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015030377/12.

(150033343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

ECommerce Taxi (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.457.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015030379/12.

(150033370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Infoworld S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 133.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015031184/9.

(150034642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Infoworld S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 133.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015031185/9.

(150034643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Infoworld S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 133.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015031186/9.

(150034644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Infoworld S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 133.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015031183/9.

(150034641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

OCM Luxembourg Avenue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 190.037.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 18 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren et Mme. Katherine Ralph avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg Avenue Sàrl

Référence de publication: 2015030643/12.

(150033726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

OCM Luxembourg EPF III Adent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 187.396.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 17 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, et M. Sava Savov avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg EPF III Adent Sàrl

Référence de publication: 2015030644/12.

(150033356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

OCM Luxembourg EPF III Coppice Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 175.799.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 17 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, et M. Sava Savov avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg EPF III Coppice Holdings Sàrl

Référence de publication: 2015030645/12.

(150033451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Health for Life Capital S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 183.558.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of March,
before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg,

was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders (the “Meeting”) of Health for Life Capital S.C.A. (the “Company”), a partnership limited by shares (société en commandite par actions) existing and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 183.558, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 17 December 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 543 on 28 February 2014. The Company’s articles of association (the “Articles”) have been amended several times and for the last time on 23 December 2014 pursuant to a notarial deed of the undersigned notary, dated 23 December 2014 and published Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 455 on 19 February 2015.

The Meeting is chaired by Thibaud Herberigs, lawyer, professionally residing in Luxembourg (the “Chairman”), who appoints as secretary Oana Millich, employee, professionally residing in Luxembourg (the “Secretary”).

The Meeting appoints as scrutineer Oana Millich, employee, professionally residing in Luxembourg (the “Scrutineer”). (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer constituting the “Bureau” of the Meeting).

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. All the Company’s shares being in registered form, the shareholders of the Company were duly convened by convening notices sent on 27 February 2015. A copy of the convening notice and the receipt are deposited with the Bureau.

II. It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that one (1) Management Share, five million nine hundred ninety-four thousand eight hundred and forty-six (5,994,846) Class A Shares and sixteen thousand six hundred eighty-two (16,682) Class B Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, representing 85.79% of the share capital of the Company of seven million seven thousand and twenty-nine euro (EUR 7,007,029) are duly represented at the Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, the shareholders represented at the Meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The shareholders represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list by the members of the Bureau which will remain attached to the present deed. The attendance list is signed by the proxyholder of all of the shareholders, the members of the Bureau and the notary.

The powers of attorney from the shareholders represented at the present Meeting will also remain attached to the present deed and are signed/initialled *ne varietur* by the members of the Bureau and the notary.

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Amendment of article 3.3 of the Articles by deletion of the following phrase “as defined by article L.214-30 I a) and b) of the French monetary and financial code” so that article 3 of the Articles shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is to hold directly or indirectly, unquoted shares and other securities. For that purpose, the Company will carry on the business of an investor and in particular, but without limitation, the General Partner shall, on behalf of the Company and identify, research, negotiate, make and monitor the progress of and sell, realise, exchange or distribute investments which shall include, but shall not be limited to the purchase, subscription, acquisition, sale and disposal of shares, debentures, convertible loan stock and other securities, and the making of loans whether secured or unsecured to such companies in connection with equity or equity-related investments. The Company may execute, deliver and perform all contracts and other obligations and engage in all activities and transactions as may be necessary or advisable, in the opinion of the General Partner in order to carry out the foregoing purposes and objectives, subject to the provisions of this Article 3.

3.2 The investment objective of the Company is to make and realise direct or indirect investments in companies which operate in the life science industry, provided that the Company will not invest in any pooled investment vehicle or similar person (such as an investment fund) where any person receives a carried interest or management fee in respect of the Company’s investment.

3.3 The Company will mainly target innovative startup companies, and/or SMEs, as defined under Regulation (EC) 800/2008 of the European Commission of 6 August 2008, whose securities are not traded on a regulated financial securities exchange market nor on an exchange regulated market of a State which is not part of the European Economic Area agreement, and which comply with transparency and social ethics standards.

3.4 The Company will primarily invest in the European Union. The Company may also invest in territories outside the European Union, such as the US, Canada, or Asia, where there are Investment opportunities.

3.5 The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to its participations in companies and/or enterprises, including to identify, research, negotiate, make and monitor the progress of and sell, realise, exchange or distribute investments which shall include, but shall not be limited to the purchase, subscription, acquisition, sale and disposal of shares, debentures, convertible loan stock and other securities, and the making of loans whether secured or unsecured to such companies in connection with equity or equity-related investments and generally the administration, management, control, development, optimization and realization of such participations as an investor holding such participations and interests.

3.6 The Company may (i) grant to enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs and/or any other companies or persons, any assistance, loans, advances or guarantees (including upstream or cross stream), and (ii) perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

3.7 The Company may borrow in any form and issue bonds, preferred equity certificates, whether convertible or not, warrants, notes and debentures.

3.8 The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing matters.

3.9 The Company can generally perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”;

2. Alter the conditions of requiring a further drawdown by the General Partner by the amendment of paragraph (c) of article 6.4 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“The balance of the Company's Commitment of each Shareholder shall be paid by way of drawdowns in variable amounts according to the requirements of the Company at such times as the General Partner determines (a “Further Drawdown”). The General Partner may only call a Further Drawdown if (i) at least 75% of the First Drawdown Amount or of the preceding Further Drawdown has been invested or allocated to specific Investments or to the payment of fees or expenses; and (ii) 95% of the drawdown preceding the last called drawdown, if any, has been invested or allocated to specific Investments or to the payment of fees or expenses, unless otherwise agreed by the Advisory Committee. The General Partner shall give written notice (which may be by email) to each Shareholder of any such drawdown (a “Drawdown Notice”) requiring the payment by each such Shareholder of a portion of its Undrawn Commitment on the payment date specified in the Drawdown Notice (which date shall be at least 10 Business Days after the date of the Drawdown Notice). Each Drawdown Notice shall also specify the purpose or purposes for which a Capital Contribution is requested and, if any such purpose is to (i) invest in a Portfolio Company or a potential Portfolio Company, the industry sector and country in which such Portfolio Company or potential Portfolio Company operates; or (ii) pay fees and expenses, a breakdown of such fees and expenses and the calculation of such fees and expenses.”;

3. Amendment of paragraphs (b) and (c) of article 8.4 of the Articles so that they shall henceforth read as follows:

“(b) the Transfer would result in an A Shareholder (i) whose Commitment represents less than 25 per cent of the HFL Total Commitments prior to the contemplated Transfer, holding 25 per cent or more of the HFL Total Commitments, or (ii) whose Commitment represents less than 50 per cent of the HFL Total Commitments prior to the contemplated Transfer, having a Commitment representing 50 per cent or more of the HFL Total Commitments, unless such Transfer has been approved by the Advisory Committee (including for the avoidance of doubt, the positive vote of the Strategic Sponsor and excluding the vote of the Financial Sponsor);

(c) such Transfer would cause the Company to be disqualified or terminated as a company (including for applicable tax purposes), but only if such termination would result in material adverse tax consequences to the Company, the Parallel Fund or their respective investors.”;

4. Amendment of articles 9.2, 9.3, 9.4 and 9.5 so that they shall henceforth read as follows:

“ **9.2.** The General Partner shall, within five (5) Business Days of receipt of a Transfer Notice, offer for purchase at the Transfer Price to (i) each of the Shareholders other than the Selling Shareholders and (ii) each of the investors in the Parallel Fund holding Class A Shares (together, the “Relevant Shareholders”) the Transfer Interest and the General Partner shall invite each of them to state in writing within thirty (30) Business Days of the date of dispatch of such offer whether it is willing to purchase any, and if so how much, of the Transfer Interest.

9.3. If, pursuant to the offer contained in Article 9.2, the aggregate applications of the Relevant Shareholders or any of them shall be equal to or less than the whole of the Transfer Interest, the General Partner shall allocate such amount of the Transfer Interest as has been applied for to the Relevant Shareholders in the proportions in which each such Relevant Shareholder has applied.

9.4. If the aggregate applications of the Relevant Shareholders or any of them shall exceed the amount of the Transfer Interest, the General Partner shall allocate the Transfer Interest to the Relevant Shareholders who have applied for it

(the Applying Shareholders) in proportion (as nearly as practicable) to their respective Commitments as a proportion of the aggregate Commitments of the Applying Shareholders but so that no Relevant Shareholder shall be allocated more than it has applied for.

9.5. If, following the allocation of the Transfer Interest by the General Partner in accordance with Article 9.4 (the Allocation) any part of the Transfer Interest is not allocated (the Remaining Transfer Interest), the General Partner shall within two (2) Business Days of the Allocation allocate the Remaining Transfer Interest to any Applying Shareholders who were not allocated on the Allocation the full amount for which they applied (the Unsatisfied Amounts). If there is insufficient Remaining Transfer Interest to satisfy the Unsatisfied Amounts in full, the Remaining Transfer Interest shall be allocated between the Applying Shareholders who still have Unsatisfied Amounts (the Remaining Shareholders) in proportion (as nearly as practicable) to their respective Commitments as a proportion of the aggregate Commitments of the Remaining Shareholders but so that no Remaining Shareholder shall be allocated more than it has applied for.”;

5. Amendment of paragraph (i) of - and insertion of a paragraph (bb) in - article 11.7 of the Articles so that these shall read as follows:

“(i) to give such guarantees, warranties and indemnities in connection with the acquisition, holding or disposal of Investments as the General Partner considers necessary or desirable; provided that the risks and charges resulting from such guarantees, warranties and indemnities, as estimated in the financial evaluation made by the General Partner, shall at no time exceed 100% of the net Companies’ assets value;”

(...)

“(bb) until the Final Closing Date, transfer and reallocate at cost, plus where applicable a warehousing fee, part or whole of any Parallel Fund assets to the Company. In addition, part of the Parallel Fund assets may be warehoused (portés) by the Company (the “Warehoused Amount”). The General Partner may (until the Final Closing Date), to the extent permitted by law, where appropriate, transfer and reallocate such Warehoused Amount to the Parallel Fund. Such transfer will occur at cost, plus where applicable a warehousing fee”;

6. Amendment of article 11.9 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“ 11.9. Advisory Committee.

(a) The Company shall have an Advisory Committee representing the principal Shareholders. Subject to the paragraphs (b) and (c) below, members of the Advisory Committee are appointed by the General Partner and the management company of the Parallel Fund at their discretion.

(b) Until the Parallel Fund First Closing Date, the Advisory Committee shall be composed of five (5) members, including two (2) representatives of the Strategic Sponsor, one (1) representative of the Financial Sponsor and a representative of another of the main Shareholders appointed by the General Partner.

(c) As from the Parallel Fund First Closing Date, the Advisory Committee shall be composed of seven (7) members including (i) two (2) representatives of the Strategic Sponsor, one (1) representative of the Financial Sponsor (in its capacity as Shareholder), and one (1) representative of a Shareholder (other than, for the avoidance of doubt, the Strategic Sponsor or the Financial Sponsor), each appointed by the General Partner and (ii) one (1) representative of the Key Investor, appointed by the management company of the Parallel Fund. The two (2) remaining members are appointed by the management company of the Parallel Fund and the General Partner among the representatives of the principal Shareholders and the principal investors in the Parallel Fund admitted respectively after the First Closing Date and the Parallel Fund First Closing Date (and, for the avoidance of doubt, these two (2) remaining members may not be representatives of the same Shareholder or investor in the Parallel Fund).

(d) The General Partner shall be entitled to remove from the Advisory Committee any member representing a Shareholder who becomes a Defaulting Shareholder.

(e) The members of the Advisory Committee shall be invited by the General Partner to attend meetings as the General Partner may determine. The members of the Advisory Committee shall be reimbursed by the Company for reasonable out-of-pocket expenses incurred while acting in that capacity but shall not be otherwise compensated for their services as Advisory Committee members. Representatives of the General Partner shall be entitled to attend and speak at meetings of the Advisory Committee but shall not be entitled to vote in respect of any matters discussed at such meetings.

(f) The Advisory Committee shall be consulted by the General Partner where necessary regarding actual or potential conflicts of interest regarding the Company, and/or the General Partner and/or the Investment Advisor and/or the members of the investment team in relation to any contemplated investment by the Company, as well as on any other matter, where the consultation or the consent of the Advisory Committee is required under these Articles or any agreement to which the Company is expressed to be a party, or further to a request of the General Partner or the Investment Advisor. The Advisory Committee shall also receive from time to time, for information purposes, information on the Value of Investments. The members of the Advisory Committee shall not take part in the management of the Company’s business. Nonetheless the General Partner will be bound by any decision of the Advisory Committee regarding conflicts of interest or amendments to the Investment Policy of the Company.

(g) All decisions of the Advisory Committee shall be taken by vote of a majority of its members (including the positive vote of the Strategic Sponsor and/or the Key Investor and/or the Financial Sponsor, or excluding the vote of the Financial

Sponsor, as may be specified in any Shareholders' Agreement) for the time being, either at a meeting called by the General Partner in its discretion or, where no meeting is held or in the case of those members who decline to attend a meeting, by the members communicating to the General Partner their consent. Unless the members of the Advisory Committee unanimously agree otherwise, a person having a conflict of interest shall be precluded from voting on any issue in respect of which the conflict of interest exists. He or she shall not, however, be precluded from participating in any deliberations concerning such issue before voting takes place. The General Partner may require the Advisory Committee to poll its members, and may disregard in all respects the voting rights and votes of members who decline to exercise their votes within 15 Business Days of written notification from the General Partner requiring a poll, for purposes of determining the decision of the majority. Minutes shall be taken of meetings of the Advisory Committee and circulated to each member of the Advisory Committee.”;

7. Amendment of article 13.4 of the Articles by inserting the following phrase “Except as otherwise provided for in these articles,” so that it shall henceforth read as follows:

“Each Shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Except as otherwise provided for in these articles, each share is entitled to one vote.”;

8. Amendment of the following definitions: “First Closing Date”, “Investment Period”, “Sponsors” and “the Code” and replacement of the definition of “Commitment” by “Company’s Commitment” so as to support the above mentioned changes to the Articles;

9. Insertion of the following definitions: “Commitment”, “Company’s Commitment”, “Final Closing Date”, “Financial Sponsor”, “HFL Total Commitments”, “Key Investor”, “Parallel Fund”, “Parallel Fund First Closing Date”, “Shareholders’ Agreement” and “Warehoused Amount” so as to support the above mentioned changes to the Articles; and

10. Amendment of paragraph (e) of item 1 (Application of Cash) of Annex 2 (Distributions of Income Proceeds and Capital Proceeds between Shareholders) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“fifth, as to 70 per cent to the B Shareholders (pro rata to their respective Capital Contributions represented by their Class B Shares) and 30 per cent to the A Shareholders (pro rata to their respective Capital Contributions represented by their Class A Shares) until the aggregate amount received by the B Shareholders pursuant to this paragraph 1(e) of this Annex 2 represents an amount equal to 20 per cent of the cumulative distributions under paragraphs 1(d) and 1(e) of this Annex 2; and”; and

11. Miscellaneous

IV. The Meeting, after deliberation, unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to amend article 3.3 of the Articles by deleting the following phrase “as defined by article L. 214-30 I a) and b) of the French monetary and financial code” so that article 3 of the Articles shall henceforth read as follows:

“ Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is to hold directly or indirectly, unquoted shares and other securities. For that purpose, the Company will carry on the business of an investor and in particular, but without limitation, the General Partner shall, on behalf of the Company and identify, research, negotiate, make and monitor the progress of and sell, realise, exchange or distribute investments which shall include, but shall not be limited to the purchase, subscription, acquisition, sale and disposal of shares, debentures, convertible loan stock and other securities, and the making of loans whether secured or unsecured to such companies in connection with equity or equity-related investments. The Company may execute, deliver and perform all contracts and other obligations and engage in all activities and transactions as may be necessary or advisable, in the opinion of the General Partner in order to carry out the foregoing purposes and objectives, subject to the provisions of this Article 3.

3.2 The investment objective of the Company is to make and realise direct or indirect investments in companies which operate in the life science industry, provided that the Company will not invest in any pooled investment vehicle or similar person (such as an investment fund) where any person receives a carried interest or management fee in respect of the Company’s investment.

3.3 The Company will mainly target innovative start-up companies, and/or SMEs, as defined under Regulation (EC) 800/2008 of the European Commission of 6 August 2008, whose securities are not traded on a regulated financial securities exchange market nor on an exchange regulated market of a State which is not part of the European Economic Area agreement, and which comply with transparency and social ethics standards.

3.4 The Company will primarily invest in the European Union. The Company may also invest in territories outside the European Union, such as the US, Canada, or Asia, where there are Investment opportunities.

3.5 The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to its participations in companies and/or enterprises, including to identify, research, negotiate, make and monitor the progress of and sell, realise, exchange or distribute investments which shall include, but shall not be limited to the purchase, subscription, acquisition, sale and

disposal of shares, debentures, convertible loan stock and other securities, and the making of loans whether secured or unsecured to such companies in connection with equity or equity-related investments and generally the administration, management, control, development, optimization and realization of such participations as an investor holding such participations and interests.

3.6 The Company may (i) grant to enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs and/or any other companies or persons, any assistance, loans, advances or guarantees (including upstream or cross stream), and (ii) perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

3.7 The Company may borrow in any form and issue bonds, preferred equity certificates, whether convertible or not, warrants, notes and debentures.

3.8 The descriptions above are to be construed broadly and their enumeration is not limiting. The Company's purpose shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing matters.

3.9 The Company can generally perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

Second resolution

The Meeting resolves to alter the conditions of requiring a further drawdown by the General Partner, by amending paragraph (c) of article 6.4 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“The balance of the Company's Commitment of each Shareholder shall be paid by way of drawdowns in variable amounts according to the requirements of the Company at such times as the General Partner determines (a “Further Drawdown”). The General Partner may only call a Further Drawdown if (i) at least 75% of the First Drawdown Amount or of the preceding Further Drawdown has been invested or allocated to specific Investments or to the payment of fees or expenses; and (ii) 95% of the Drawdown preceding the last called Drawdown, if any, has been invested or allocated to specific Investments or to the payment of fees or expenses, unless otherwise agreed by the Advisory Committee. The General Partner shall give written notice (which may be by email) to each Shareholder of any such drawdown (a “Drawdown Notice”) requiring the payment by each such Shareholder of a portion of its Undrawn Commitment on the payment date specified in the Drawdown Notice (which date shall be at least 10 Business Days after the date of the Drawdown Notice). Each Drawdown Notice shall also specify the purpose or purposes for which a Capital Contribution is requested and, if any such purpose is to (i) invest in a Portfolio Company or a potential Portfolio Company, the industry sector and country in which such Portfolio Company or potential Portfolio Company operates; or (ii) pay fees and expenses, a breakdown of such fees and expenses and the calculation of such fees and expenses.”

Third resolution

The Meeting resolves to amend paragraphs (b) and (c) of article 8.4 of the Articles so that they shall henceforth read as follows:

“(b) the Transfer would result in an A Shareholder (i) whose Commitment represents less than 25 per cent of the HFL Total Commitments prior to the contemplated Transfer, holding 25 per cent or more of the HFL Total Commitments, or (ii) whose Commitment represents less than 50 per cent of the HFL Total Commitments prior to the contemplated Transfer, having a Commitment representing 50 per cent or more of the HFL Total Commitments, unless such Transfer has been approved by the Advisory Committee (including for the avoidance of doubt, the positive vote of the Strategic Sponsor and excluding the vote of the Financial Sponsor);

(c) such Transfer would cause the Company to be disqualified or terminated as a company (including for applicable tax purposes), but only if such termination would result in material adverse tax consequences to the Company, the Parallel Fund or their respective investors.”

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend articles 9.2, 9.3, 9.4 and 9.5 of the Articles so that they shall henceforth read as follows:

“ **9.2.** The General Partner shall, within five (5) Business Days of receipt of a Transfer Notice, offer for purchase at the Transfer Price to (i) each of the Shareholders other than the Selling Shareholders and (ii) each of the investors in the Parallel Fund holding Class A Shares (together, the “Relevant Shareholders”) the Transfer Interest and the General Partner shall invite each of them to state in writing within thirty (30) Business Days of the date of dispatch of such offer whether it is willing to purchase any, and if so how much, of the Transfer Interest.

9.3. If, pursuant to the offer contained in Article 9.2, the aggregate applications of the Relevant Shareholders or any of them shall be equal to or less than the whole of the Transfer Interest, the General Partner shall allocate such amount of the Transfer Interest as has been applied for to the Relevant Shareholders in the proportions in which each such Relevant Shareholder has applied.

9.4. If the aggregate applications of the Relevant Shareholders or any of them shall exceed the amount of the Transfer Interest, the General Partner shall allocate the Transfer Interest to the Relevant Shareholders who have applied for it

(the Applying Shareholders) in proportion (as nearly as practicable) to their respective Commitments as a proportion of the aggregate Commitments of the Applying Shareholders but so that no Relevant Shareholder shall be allocated more than it has applied for.

9.5. If, following the allocation of the Transfer Interest by the General Partner in accordance with Article 9.4 (the Allocation) any part of the Transfer Interest is not allocated (the Remaining Transfer Interest), the General Partner shall within two (2) Business Days of the Allocation allocate the Remaining Transfer Interest to any Applying Shareholders who were not allocated on the Allocation the full amount for which they applied (the Unsatisfied Amounts). If there is insufficient Remaining Transfer Interest to satisfy the Unsatisfied Amounts in full, the Remaining Transfer Interest shall be allocated between the Applying Shareholders who still have Unsatisfied Amounts (the Remaining Shareholders) in proportion (as nearly as practicable) to their respective Commitments as a proportion of the aggregate Commitments of the Remaining Shareholders but so that no Remaining Shareholder shall be allocated more than it has applied for.”

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend paragraph (i) of article 11.7 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“(i) to give such guarantees, warranties and indemnities in connection with the acquisition, holding or disposal of Investments as the General Partner considers necessary or desirable; provided that the risks and charges resulting from such guarantees, warranties and indemnities, as estimated in the financial evaluation made by the General Partner, shall at no time exceed 100% of the net Companies’ assets value;”

The Meeting further resolves to insert a paragraph (bb) in article 11.7 of the Articles which shall read as follows:

“(bb) until the Final Closing Date, transfer and reallocate at cost, plus where applicable a warehousing fee, part or whole of any Parallel Fund assets to the Company. In addition, part of the Parallel Fund assets may be warehoused (portés) by the Company (the “Warehoused Amount”). The General Partner may (until the Final Closing Date), to the extent permitted by law, where appropriate, transfer and reallocate such Warehoused Amount to the Parallel Fund. Such transfer will occur at cost, plus where applicable a warehousing fee”.

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend article 11.9 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“ 11.9. Advisory Committee.

(a) The Company shall have an Advisory Committee representing the principal Shareholders. Subject to the paragraphs (b) and (c) below, members of the Advisory Committee are appointed by the General Partner and the management company of the Parallel Fund at their discretion.

(b) Until the Parallel Fund First Closing Date, the Advisory Committee shall be composed of five (5) members, including two (2) representatives of the Strategic Sponsor, one (1) representative of the Financial Sponsor and a representative of another of the main Shareholders appointed by the General Partner.

(c) As from the Parallel Fund First Closing Date, the Advisory Committee shall be composed of seven (7) members including (i) two (2) representatives of the Strategic Sponsor, one (1) representative of the Financial Sponsor (in its capacity as Shareholder), and one (1) representative of a Shareholder (other than, for the avoidance of doubt, the Strategic Sponsor or the Financial Sponsor), each appointed by the General Partner and (ii) one (1) representative of the Key Investor, appointed by the management company of the Parallel Fund. The two (2) remaining members are appointed by the management company of the Parallel Fund and the General Partner among the representatives of the principal Shareholders and the principal investors in the Parallel Fund admitted respectively after the First Closing Date and the Parallel Fund First Closing Date (and, for the avoidance of doubt, these two (2) remaining members may not be representatives of the same Shareholder or investor in the Parallel Fund).

(d) The General Partner shall be entitled to remove from the Advisory Committee any member representing a Shareholder who becomes a Defaulting Shareholder.

(e) The members of the Advisory Committee shall be invited by the General Partner to attend meetings as the General Partner may determine. The members of the Advisory Committee shall be reimbursed by the Company for reasonable out-of-pocket expenses incurred while acting in that capacity but shall not be otherwise compensated for their services as Advisory Committee members. Representatives of the General Partner shall be entitled to attend and speak at meetings of the Advisory Committee but shall not be entitled to vote in respect of any matters discussed at such meetings.

(f) The Advisory Committee shall be consulted by the General Partner where necessary regarding actual or potential conflicts of interest regarding the Company, and/or the General Partner and/or the Investment Advisor and/or the members of the investment team in relation to any contemplated investment by the Company, as well as on any other matter, where the consultation or the consent of the Advisory Committee is required under these Articles or any agreement to which the Company is expressed to be a party, or further to a request of the General Partner or the Investment Advisor. The Advisory Committee shall also receive from time to time, for information purposes, information on the Value of Investments. The members of the Advisory Committee shall not take part in the management of the Company’s business.

Nonetheless the General Partner will be bound by any decision of the Advisory Committee regarding conflicts of interest or amendments to the Investment Policy of the Company.

(g) All decisions of the Advisory Committee shall be taken by vote of a majority of its members (including the positive vote of the Strategic Sponsor and/or the Key Investor and/or the Financial Sponsor, or excluding the vote of the Financial Sponsor, as may be specified in any Shareholders' Agreement) for the time being, either at a meeting called by the General Partner in its discretion or, where no meeting is held or in the case of those members who decline to attend a meeting, by the members communicating to the General Partner their consent. Unless the members of the Advisory Committee unanimously agree otherwise, a person having a conflict of interest shall be precluded from voting on any issue in respect of which the conflict of interest exists. He or she shall not, however, be precluded from participating in any deliberations concerning such issue before voting takes place. The General Partner may require the Advisory Committee to poll its members, and may disregard in all respects the voting rights and votes of members who decline to exercise their votes within 15 Business Days of written notification from the General Partner requiring a poll, for purposes of determining the decision of the majority. Minutes shall be taken of meetings of the Advisory Committee and circulated to each member of the Advisory Committee.”.

Seventh resolution

The Meeting resolves to amend article 13.4 of the Articles by inserting the following phrase “Except as otherwise provided for in these articles,” so that it shall henceforth read as follows:

“Each Shareholder has voting rights commensurate to his shareholding. Except as otherwise provided for in these articles, each share is entitled to one vote.”.

Eighth resolution

The Meeting resolves amend the following definitions: “First Closing Date”, “Investment Period”, “Sponsors” and “the Code” so as to support the above mentioned changes to the Articles. Each of the above mentioned definitions shall from henceforth read as follows:

“First Closing Date:

the date upon which the first Shareholders (other than the Sponsors) are admitted to the Company in accordance with the terms of these Articles”;

“Investment Period:

the period from the First Investment to the earlier of:

(a) the fourth anniversary of the creation of the Company or, subject to the approval of the Advisory Committee, the fifth anniversary of the creation of the Company; or

(b) the date on which there are no Undrawn Commitments and no further Undrawn Commitments can arise; or

(c) the date the General Partner determines, in good faith, that at least 75% of Total Commitments have been invested, or committed to be invested (including amounts reserved to make investments other than New Investments and for the purpose of paying any obligation of or any of the expenses and liabilities of the Company) pursuant to a letter of intent, memorandum of understanding or similar document that constitutes a legally binding obligation or a definitive agreement or drawn down;

(d) the date the General Partner determines after consultation of the Advisory Committee; or

(e) the date on which the Investment Period is terminated pursuant to these Articles and any agreement to which the Company may be party to”;

“Sponsors:

Shareholders designated as such by the Company pursuant to a Shareholders' Agreement”;

“The Code:

the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended”.

The Meeting further resolves to replace the definition of, and any references in the Articles to “Commitment” by “Company's Commitment” so as to support the above mentioned changes to the Articles.

Ninth resolution

The Meeting resolves to insert the following definitions: “Commitment”, “Company's Commitment”, “Final Closing Date”, “Financial Sponsor”, “HFL Total Commitments”, “Key Investor”, “Parallel Fund”, “Parallel Fund First Closing Date”, “Shareholders' Agreement” and “Warehoused Amount” so as to support the above mentioned changes to the Articles. Each of the above mentioned definitions shall from henceforth read as follows:

“Commitment:

in respect of a Shareholder, the amount committed by it to the Company or, in respect of any other investor in the Parallel Fund, its commitment in such Parallel Fund”;

“Company's Commitment:

in respect of a Shareholder, the amount committed by it to the Company”;

“Final Closing Date:

the latest to occur of:

(a) the date upon which the last Shareholder is admitted to Fund pursuant to any Shareholders’ Agreement; or

(b) the last date on which an existing Shareholder increases the amount of its Commitment pursuant to any Shareholders’ Agreement,

provided however that such date shall not be any later than (i) 31 March 2015, or (ii) upon election by the General Partner, the last day of a 3-month period following 31 March 2015”;

“Financial Sponsor:

the meaning given to it in a Shareholders’ Agreement”;

“HFL Total Commitments:

the aggregate sum of all Commitments of all shareholders and all investors in the Parallel Fund”;

“Key Investor:

the meaning given in a Shareholders’ Agreement”;

“Parallel Fund:

Health For Life Capital FPCI, a fonds professionnel de capital investissement, governed by French law and managed by Seventure Partners S.A. its management company”;

“Parallel Fund First Closing Date:

the date on which the first investors in the Parallel Fund pay their first drawdown in the Parallel Fund”;

“Shareholders’ Agreement:

means any shareholders’ agreement setting out, amongst other things, the rights and obligations of the shareholders of the Company vis-à-vis the Company, that may be entered from time to time by the shareholders of the Company and the Company, as it may be amended from time to time”; and

“Warehoused Amount:

the meaning given in Article 11”.

The Meeting further resolves to replace any references in the Articles to “agreement to which the Company and the Shareholders are expressed to be a party”, “agreement to which the Company is expressed to be a party with the Shareholders” and “agreement between the Company and its Shareholders” by “Shareholders’ Agreement” so as to support the above mentioned changes to the Articles.

Tenth resolution

The Meeting resolves to amend paragraph (e) of item 1 (Application of Cash) of Annex 2 (Distributions of Income Proceeds and Capital Proceeds between Shareholders) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“fifth, as to 70 per cent to the B Shareholders (pro rata to their respective Capital Contributions represented by their Class B Shares) and 30 per cent to the A Shareholders (pro rata to their respective Capital Contributions represented by their Class A Shares) until the aggregate amount received by the B Shareholders pursuant to this paragraph 1(e) of this Annex 2 represents an amount equal to 20 per cent of the cumulative distributions under paragraphs 1(d) and 1(e) of this Annex 2; and”

Statement - Costs

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR [*].

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le douzième jour du mois de mars,

par devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire, résidant à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

s’est tenue:

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l’«Assemblée») de Health for Life Capital S.C.A. (la «Société»), une société en commandite par actions, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce

et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 183.558, constituée suivant un acte notarié dressé par le notaire instrumentant, daté du 17 décembre 2013 et publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés sous le numéro 543 du 28 février 2014. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés à plusieurs reprises et, pour la dernière fois, le 23 décembre 2014 par un acte notarié dressé par le notaire instrumentant, daté du 23 décembre 2014 et publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés sous le numéro 455 du 19 février 2015.

L'Assemblée est présidée par Thibaud Herberigs, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg (le «Président») qui désigne en tant que secrétaire Oana Millich, employée, résidant professionnellement à Luxembourg (le «Secrétaire»).

L'Assemblée désigne en tant que scrutateur Oana Millich, employée résidant professionnellement à Luxembourg (le «Scrutateur»).

(le Président, le Secrétaire et le scrutateur constituent le Bureau de l'Assemblée (le «Bureau»)).

Le Bureau étant ainsi constitué, le Président déclare et demande au notaire instrumentant d'acter que:

I. Toutes les actions de la Société étant en forme nominative, les actionnaires de la Société ont été dûment convoqués par convocation écrite envoyée le 27 février 2015. Une copie de la convocation écrite et des accusés de réception sont déposés auprès du Bureau.

II. Il ressort de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau qu'une (1) Action de Gestion, cinq millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-six (5.994.846) Actions de Catégorie A et seize mille six cent quatre-vingt-deux (16.682) Actions de Catégorie B, ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, représentant 85.79% du capital social de la Société s'élevant à sept millions sept mille vingt-neuf Euros (7.007.029 EUR) sont dûment représentées à l'Assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, reproduit ci-après, les actionnaires représentés à l'Assemblée ayant accepté de se réunir après examen de l'ordre du jour.

Les actionnaires de la Société et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur la liste de présence par les membres du Bureau, cette liste restera jointe au présent acte. La liste de présence est signée par les mandataires de tous les actionnaires, les membres du Bureau et le notaire instrumentant.

Les procurations des actionnaires représentés à la présente Assemblée resteront également jointes au présent acte et sont signés ne varietur par les membres du Bureau et le notaire instrumentant.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est rédigé comme suit:

1. Modification de l'article 3.3 des Statuts par la suppression de la phrase suivante «telles qu'elles sont définies à l'article L.214-30 I a) et b) du Code monétaire et financier français», afin de donner à l'article 3 des Statuts la teneur suivante:

« Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est de détenir directement ou indirectement des Actions non cotées et d'autres titres. À cette fin, la Société exercera l'activité d'un investisseur et, en particulier mais sans restrictions, l'Associé Commandité, au nom de la Société, identifiera, recherchera, négociera et effectuera des investissements, en surveillera la progression et vendra, réalisera, échangera ou distribuera ces derniers, à savoir, sans limitation, par l'achat, la souscription, l'acquisition, la vente et l'aliénation d'actions, de débentures, d'obligations convertibles et d'autres titres et la conclusion de prêts, qu'ils soient garantis ou non, à de telles Sociétés en rapport avec des investissements en Actions ou en titres apparentés à des Actions. La Société peut contracter, fournir et exécuter tous les contrats et autres obligations et se livrer aux activités et transactions qui peuvent s'avérer nécessaires ou conseillées, de l'avis de l'Associé Commandité, afin de poursuivre les objets et objectifs précédents, sous réserve des dispositions du présent Article 3.

3.2 L'objectif des investissements de la Société est de conclure et réaliser des investissements directs et indirects dans des Sociétés qui opèrent dans le secteur des sciences de la vie à condition que la Société n'investisse pas dans des instruments de placement collectif ou toute personne similaire (telle qu'un fonds d'investissement) dans laquelle une personne reçoit des intérêts courus («carried interest») ou une indemnité de gestion en rapport avec l'investissement de la Société.

3.3 La Société ciblera principalement les start-ups innovantes et/ou les PME, telles qu'elles sont définies par le Règlement (CE) 800/2008 de la Commission européenne du 6 août 2008 dont les titres ne sont pas négociés sur un marché financier réglementé ni sur un marché boursier réglementé d'un État qui ne fait pas partie de l'Espace économique européen et qui se conforment aux normes de transparence et d'éthique sociale.

3.4 La Société investira principalement dans l'Union européenne. La Société peut également investir dans des territoires extérieurs à l'Union européenne, tels que les États-Unis, le Canada ou l'Asie lorsque ces pays présentent des opportunités d'investissement.

3.5 La Société peut accomplir toutes les transactions concernant directement ou indirectement ses participations dans des Sociétés et/ou entreprises, y compris identifier, rechercher, négocier et conclure des investissements, en suivre la progression et vendre, réaliser, échanger ou distribuer ces derniers, à savoir, sans limitation, par l'achat, la souscription, l'acquisition, la vente et l'aliénation d'actions, de débentures, d'obligations convertibles et d'autres titres et la conclusion de prêts, qu'ils soient garantis ou non, à de telles Sociétés en rapport avec des investissements en actions ou en titres apparentés à des actions et, de manière générale, l'administration, la gestion, le contrôle, le développement, l'optimisation et la réalisation de ces participations en tant qu'investisseur détenant de tels participations et intérêts.

3.6 La Société peut (i) accorder à des entreprises dans lesquelles la Société possède un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société et/ou à toute autre Société ou personne tout assistance, prêt, avance ou garantie (y compris en amont ou transversalement) et (ii) accomplir toute opération qui est liée directement ou indirectement à son objet.

3.7 La Société peut emprunter sous toutes formes et émettre des obligations, des certificats d'actions privilégiés, qu'ils soient convertibles ou non, des droits de souscription, des effets et des débetures.

3.8 Les descriptions précédentes doivent faire l'objet d'une interprétation large et leur énumération n'est pas limitative. L'objet de la Société comprendra toute transaction ou convention qui est conclue par la Société à condition qu'elle reste cohérente avec les matières susmentionnées.

3.9 De manière générale, la Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autres, se rapportant directement ou indirectement à tous les domaines afin de faciliter la réalisation de son objet. «La Société ciblera principalement les start-ups innovantes et/ou les PME, telles qu'elles sont définies par le Règlement (CE) 800/2008 de la Commission européenne du 6 août 2008 dont les titres ne sont pas négociés sur un marché financier réglementé ni sur un marché boursier réglementé d'un État qui ne fait pas partie de l'Espace économique européen et qui se conforment aux normes de transparence et d'éthique sociale.»;

2. Changement des conditions de demande d'un prélèvement ultérieur par l'Associé Commandité par la modification du paragraphe (c) de l'article 6.4 des Articles, afin de lui donner la teneur suivante:

«Le solde de l'Engagement de la Société de chaque Actionnaire sera payé au moyen de prélèvements de montants variables selon les exigences de la Société à des moments que l'Associé Commandité détermine (un «Prélèvement ultérieur»). L'Associé Commandité pourra exiger un Prélèvement ultérieur uniquement si (i) au moins 75% du Premier Montant Prélevé ou du Prélèvement ultérieur précédent a été investi ou affecté à des Investissements spécifiques ou au paiement d'honoraires ou de frais; et (ii) 95% du prélèvement précédant le dernier prélèvement appelé, le cas échéant, a été investi ou affecté à des Investissements spécifiques ou au paiement d'honoraires ou de frais, sauf si le Comité Consultatif en convient autrement. L'Associé Commandité donnera une notification écrite (qui peut être faite par e-mail) à chaque Actionnaire d'un tel prélèvement (un «Avis de Prélèvement») exigeant le paiement par chacun de ces Actionnaires d'une partie de leur Engagement non prélevé à la date de paiement spécifiée dans l'Avis de Prélèvement (laquelle date sera située au moins 10 Jours ouvrables après la date de l'Avis de Prélèvement). Chaque Avis de Prélèvement spécifiera aussi le ou les objets pour lesquels un Apport en Capital est requis et, si un tel objet est (i) d'investir dans une Société de portefeuille ou une Société de portefeuille potentielle, la branche de l'industrie et le pays dans lequel cette Société de portefeuille ou cette Société de portefeuille potentielle opère; (ii) de payer des honoraires et frais, une ventilation de ces honoraires et frais, et le calcul de ces honoraires et frais.»;

3. Modification des paragraphes (ii) et (iii) de l'article 8.4 des Statuts afin de leur donner la teneur suivante:

«(ii) lorsque la Cession amènerait un Actionnaire A (i) dont l'Engagement représente moins de 25 pour cent du Total des Engagements HFL avant la Cession envisagée à détenir 25 pour cent ou plus des Actions de Catégorie A émises, ou (ii) dont l'Engagement représente moins de 50 pour cent du Total des Engagements HFL avant la Cession envisagée à détenir 50 pour cent ou plus des Actions de Catégorie A émises à moins qu'une telle Cession n'ait été approuvée par le Comité consultatif (en ce compris, pour éviter tout doute, le vote positif du Promoteur stratégique à l'exclusion du vote du Promoteur financier);

(iii) lorsqu'une telle Cession amènerait la Société à ne plus être habilitée ou à cesser ses activités (y compris à des fins fiscales pertinentes), mais seulement si une telle cessation entraîne des conséquences fiscales préjudiciables importantes pour la Société, le Fonds Parallèle ou leurs investisseurs respectifs.»;

4. Modification des articles 9.2, 9.3, 9.4 et 9.5 afin de leur donner la teneur suivante:

« **9.2.** Dans les cinq (5) Jours ouvrables à compter de la réception d'un avis de Cession, l'Associé Commandité proposera à l'achat, au prix de Cession, à (i) chacun des Actionnaires autres que les Actionnaires vendeurs et (ii) chacun des investisseurs dans le Fonds Parallèle détenant des Actions de Catégorie A (ensemble, les «Actionnaires concernés») l'Intérêt à céder et l'Associé Commandité invitera chacun d'eux à indiquer par écrit dans les trente 30 Jours ouvrables de la date de l'expédition d'une telle proposition s'ils souhaitent acheter une partie de l'Intérêt à céder et, le cas échéant, laquelle.

9.3. Si, conformément à la proposition contenue à l'Article 9.2, l'ensemble des demandes des Actionnaires concernés ou de certains d'entre eux est égal ou inférieur à la totalité de l'Intérêt à céder, l'Associé Commandité attribuera le montant de l'Intérêt à céder conformément aux demandes des Actionnaires concernés dans les proportions des demandes de chacun d'eux.

9.4. Si l'ensemble des demandes des Actionnaires concernés ou de certains d'entre eux dépasse le montant de l'Intérêt à céder, l'Associé Commandité attribuera l'Intérêt à céder aux Actionnaires concernés qui l'ont demandé (les Actionnaires demandeurs) en proportion (autant que possible) de leurs Engagements respectifs comme proportion de l'ensemble des Engagements des Actionnaires concernés mais de telle sorte qu'aucun Actionnaire concerné ne se voie attribuer plus qu'il n'a demandé.

9.5. Si, après l'attribution de l'Intérêt à céder par l'Associé Commandité conformément à l'Article 9.4 (l'Attribution), toute partie de l'Intérêt à céder n'est pas attribuée (l'Intérêt à céder résiduel), l'Associé Commandité attribuera dans les deux (2) Jours ouvrables de l'Attribution l'Intérêt à céder résiduel à tout Actionnaire demandeur qui ne s'est pas vu attribuer, lors de l'attribution, le montant total qu'il avait demandé (les Montants non satisfaits). S'il n'y a pas suffisamment d'Intérêt à céder résiduel pour satisfaire intégralement les Montants non satisfaits, l'Intérêt à céder résiduel sera attribué entre les Actionnaires demandeurs qui ont toujours des Montants non satisfaits (les Actionnaires résiduels) en proportion (autant que possible) de leurs Engagements respectifs comme proportion de l'ensemble des Engagements des Actionnaires résiduels mais de telle sorte qu'aucun Actionnaire résiduel ne se voie attribuer plus qu'il n'a demandé.»

5. Modification du paragraphe (i) de - et insertion d'un paragraphe (bb) dans - l'article 11.7 des Statuts afin de leur donner la teneur suivante:

«(i) donner des garanties, engagements et indemnités dans le cadre de l'acquisition, de la détention et de l'aliénation d'Investissements que l'Associé Commandité estime nécessaires ou souhaitables, à condition que les risques et charges résultant de ces garanties, engagements et indemnités, selon des estimations de l'évaluation financière réalisée par l'Associé Commandité, ne dépassent à aucun moment 100% de la valeur nette des actifs de la Société;

(...)

(bb) jusqu'à la Date de Clôture Finale, transférer et affecter contre un coût et, le cas échéant, des honoraires de transfert, une partie ou l'intégralité de tout actif du Fonds Parallèle, à la Société. En outre, une partie de tout actif du Fonds Parallèle peut être portée par la Société (le «Montant Porté»). L'Associé Commandité peut (jusqu'à la Date de Clôture Finale), le cas échéant et dans les limites autorisées par la loi, transférer ou affecter un Montant Porté au Fonds Parallèle. Un tel transfert se fera contre un coût et, le cas échéant, des honoraires de transfert.»

6. Modification de l'article 11.9 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« 11.9. Comité Consultatif.

a) La Société possédera un Comité Consultatif représentant les Actionnaires principaux. Les membres du Comité Consultatif sont désignés, conformément aux paragraphes b) et c) ci-dessous, par l'Associé Commandité et par la société de gestion du Fonds Parallèle, à leur seule discrétion.

b) Jusqu'à la Première Date de Clôture du Fonds Parallèle, le Comité Consultatif sera composé de cinq (5) membres, comprenant deux (2) représentants du Promoteur Stratégique, un (1) représentant du Promoteur Financier et un représentant d'un des autres Actionnaires principaux, désignés par l'Associé Commandité.

c) A partir de la Première Date de Clôture du Fonds Parallèle, le Comité Consultatif sera composé de sept (7) membres, comprenant (i) deux (2) représentants du Promoteur Stratégique, un (1) représentant du Promoteur Financier (en qualité d'Actionnaire) et un (1) représentant d'un Actionnaire (afin d'éviter toute équivoque, autre que le Promoteur Stratégique et le Promoteur Financier), chacun désigné par l'Associé Commandité et (ii) un (1) représentant de l'Investisseur Clé, désigné par la société de gestion du Fonds Parallèle. Les deux (2) membres restants sont désignés par la société de gestion du Fonds Parallèle et par l'Associé Commandité parmi les représentants des Actionnaires principaux et des investisseurs principaux dans le Fonds Parallèle admis, respectivement, après la Première Date de Clôture et la Première Date de Clôture du Fonds Parallèle (et, afin d'éviter toute équivoque, ces deux (2) membres restants ne peuvent être des représentants du même Actionnaire ou du même investisseur dans le Fonds Parallèle).

d) L'Associé Commandité sera autorisé à écarter du Comité Consultatif tout membre représentant un Actionnaire qui devient Actionnaire Défaillant.

e) Les membres du Comité Consultatif seront invités par l'Associé Commandité à assister aux réunions que l'Associé Commandité peut déterminer. Les membres du Comité Consultatif seront remboursés par la Société des frais généraux raisonnables supportés en agissant en cette capacité mais ne seront pas indemnisés d'une autre manière pour leurs services en tant que membres du Comité Consultatif. Les représentants de l'Associé Commandité seront autorisés à assister aux réunions du Comité Consultatif et à prendre la parole à cette occasion mais ne seront pas autorisés à voter sur les matières discutées lors de telles réunions.

f) Le Comité Consultatif sera consulté par l'Associé Commandité si nécessaire en ce qui concerne des conflits d'intérêts effectifs ou potentiels en rapport avec la Société et/ou l'associé Commandité et/ou le Conseiller en investissement et/ou les membres de l'équipe d'investissement, dans la perspective de l'investissement envisagé par la Société ainsi que sur toute autre matière lorsque la consultation ou le consentement du Comité Consultatif sont requis en vertu de présents Statuts ou de toute convention que la Société est supposée avoir conclue ou à la suite d'une demande de l'Associé Commandité ou du Conseiller en Investissement. Le Comité Consultatif recevra également en temps utile des informations sur la valeur des investissements, à des fins d'information. Les membres du Comité Consultatif ne prendront pas part à la gestion de l'entreprise de la Société. Néanmoins, l'Associé Commandité sera lié par toute décision du Comité Consultatif à propos de conflits d'intérêts ou de modifications à la Politique d'Investissement de la Société.

g) Toutes les décisions du Comité Consultatif seront prises par un vote d'une majorité de ses membres (y compris le vote positif du Promoteur Stratégique et/ou de l'Investisseur Clé et/ou du Promoteur Financier, ou excluant le vote du Promoteur Financier, comme indiqué dans tout Pacte d'Actionnaires) pour le moment, soit lors d'une réunion convoquée par l'Associé Commandité à sa discrétion soit, lorsqu'aucune réunion n'est tenue ou au cas où des membres refusent d'assister à une réunion, par les membres communiquant leur consentement à l'Associé Commandité. A moins que les

membres du Comité consultatif n'en disposent autrement à l'unanimité, une personne ayant un conflit d'intérêts sera dans l'interdiction de voter sur toute question qui fait l'objet du conflit d'intérêts. Cependant, il ne lui sera pas interdit de participer aux délibérations concernant cette question avant que le vote n'ait lieu. L'Associé Commandité peut exiger du Comité Consultatif qu'il sonde ses membres et peut ignorer à tous égards le droit de vote et votes des membres qui refusent d'exprimer leur voix dans les 15 Jours ouvrables d'une notification écrite de l'Associé Commandité appelant à voter, aux fins de déterminer la décision de la majorité. Un procès-verbal des réunions du Comité Consultatif sera établi et distribué à chaque membre du Comité Consultatif.»

7. Modification de l'article 13.4 des Statuts par l'insertion de la phrase suivante «Sauf dispositions contraires dans ces Statuts,» afin de lui donner la teneur suivante:

«Chaque Actionnaire possède des droits de vote proportionnels à sa participation. Sauf dispositions contraires dans ces Statuts, chaque Action donne droit à une voix.»;

8. Modification des définitions suivantes: «Première Date de Clôture», «Période d'investissement», «Sponsors» et «le Code» et remplacement de la définition de «Engagement» par «Engagement de la Société», afin d'appuyer les modifications ci-dessus des Statuts;

9. Insertion des définitions suivantes: «Engagement», «Engagement de la Société», «Date de Clôture Finale», «Promoteur Financier», «Total des Engagements HFL», «Investisseur Clé», «Fonds Parallèle», «Première Date de Clôture du Fonds Parallèle», «Pacte d'Actionnaires», «Montant Porté», afin d'appuyer les modifications ci-dessus des Statuts;

10. Modification du paragraphe (e) du point 1 (Attribution des Fonds) de l'Annexe 2 (Distributions des Produits des Revenus et des Produits du Capital entre les Actionnaires) des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«en cinquième lieu, à concurrence de 70 pour cent aux Actionnaires B (proportionnellement à leur Apport au Capital respectif représenté par leurs Actions de Catégorie B) et 30 pour cent aux Actionnaires A (proportionnellement à leur Apport au Capital respectif représenté par leurs Actions de Catégorie A) jusqu'à ce que le montant total reçu par les Actionnaires B conformément au présent paragraphe 1(v) de cette annexe 2 représente un montant égal à 20 pour cent des distributions cumulées en vertu des paragraphes 1(iv) et 1(v) de cette Annexe 2; et»; et

11. Divers.

IV. L'Assemblée, après délibération, adopte à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 3.3 des Statuts par la suppression de la phrase suivante «telles qu'elles sont définies à l'article L.214-30 l a) et b) du Code monétaire et financier français», afin de donner à l'article 3 des Statuts la teneur suivante:

« Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est de détenir directement ou indirectement des Actions non cotées et d'autres titres. À cette fin, la Société exercera l'activité d'un investisseur et, en particulier mais sans restrictions, l'Associé Commandité, au nom de la Société, identifiera, recherchera, négociera et effectuera des investissements, en surveillera la progression et vendra, réalisera, échangera ou distribuera ces derniers, à savoir, sans limitation, par l'achat, la souscription, l'acquisition, la vente et l'aliénation d'actions, de débentures, d'obligations convertibles et d'autres titres et la conclusion de prêts, qu'ils soient garantis ou non, à de telles Sociétés en rapport avec des investissements en Actions ou en titres apparentés à des Actions. La Société peut contracter, fournir et exécuter tous les contrats et autres obligations et se livrer aux activités et transactions qui peuvent s'avérer nécessaires ou conseillées, de l'avis de l'Associé Commandité, afin de poursuivre les objets et objectifs précédents, sous réserve des dispositions du présent Article 3.

3.2 L'objectif des investissements de la Société est de conclure et réaliser des investissements directs et indirects dans des Sociétés qui opèrent dans le secteur des sciences de la vie à condition que la Société n'investisse pas dans des instruments de placement collectif ou toute personne similaire (telle qu'un fonds d'investissement) dans laquelle une personne reçoit des intérêts courus («carried interest») ou une indemnité de gestion en rapport avec l'investissement de la Société.

3.3 La Société ciblera principalement les start-ups innovantes et/ou les PME, telles qu'elles sont définies par le Règlement (CE) 800/2008 de la Commission européenne du 6 août 2008 dont les titres ne sont pas négociés sur un marché financier réglementé ni sur un marché boursier réglementé d'un État qui ne fait pas partie de l'Espace économique européen et qui se conforment aux normes de transparence et d'éthique sociale.

3.4 La Société investira principalement dans l'Union européenne. La Société peut également investir dans des territoires extérieurs à l'Union européenne, tels que les États-Unis, le Canada ou l'Asie lorsque ces pays présentent des opportunités d'investissement.

3.5 La Société peut accomplir toutes les transactions concernant directement ou indirectement ses participations dans des Sociétés et/ou entreprises, y compris identifier, rechercher, négocier et conclure des investissements, en suivre la progression et vendre, réaliser, échanger ou distribuer ces derniers, à savoir, sans limitation, par l'achat, la souscription, l'acquisition, la vente et l'aliénation d'actions, de débentures, d'obligations convertibles et d'autres titres et la conclusion de prêts, qu'ils soient garantis ou non, à de telles Sociétés en rapport avec des investissements en actions ou en titres

apparentés à des actions et, de manière générale, l'administration, la gestion, le contrôle, le développement, l'optimisation et la réalisation de ces participations en tant qu'investisseur détenant de tels participations et intérêts.

3.6 La Société peut (i) accorder à des entreprises dans lesquelles la Société possède un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société et/ou à toute autre Société ou personne tout assistance, prêt, avance ou garantie (y compris en amont ou transversalement) et (ii) accomplir toute opération qui est liée directement ou indirectement à son objet.

3.7 La Société peut emprunter sous toutes formes et émettre des obligations, des certificats d'actions privilégiés, qu'ils soient convertibles ou non, des droits de souscription, des effets et des débetures.

3.8 Les descriptions précédentes doivent faire l'objet d'une interprétation large et leur énumération n'est pas limitative. L'objet de la Société comprendra toute transaction ou convention qui est conclue par la Société à condition qu'elle reste cohérente avec les matières susmentionnées.

3.9 De manière générale, la Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autres, se rapportant directement ou indirectement à tous les domaines afin de faciliter la réalisation de son objet. «La Société ciblera principalement les start-ups innovantes et/ou les PME, telles qu'elles sont définies par le Règlement (CE) 800/2008 de la Commission européenne du 6 août 2008 dont les titres ne sont pas négociés sur un marché financier réglementé ni sur un marché boursier réglementé d'un État qui ne fait pas partie de l'Espace économique européen et qui se conforment aux normes de transparence et d'éthique sociale.»

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer les conditions de demande d'un prélèvement ultérieur par l'Associé Commandité par la modification du paragraphe (c) de l'article 6.4 des Articles, afin de lui donner la teneur suivante:

«Le solde de l'Engagement de la Société de chaque Actionnaire sera payé au moyen de prélèvements de montants variables selon les exigences de la Société à des moments que l'Associé Commandité détermine (un «Prélèvement ultérieur»). L'Associé Commandité pourra demander un Prélèvement ultérieur uniquement si (i) au moins 75% du Premier Montant Prélevé ou du Prélèvement ultérieur précédent a été investi ou affecté à des Investissements spécifiques ou au paiement d'honoraires ou de frais; et (ii) 95% du prélèvement précédant le dernier prélèvement appelé, le cas échéant, a été investi ou affecté à des Investissements spécifiques ou au paiement d'honoraires ou de frais, sauf si le Comité Consultatif en convient autrement. L'Associé Commandité donnera une notification écrite (qui peut être faite par e-mail) à chaque Actionnaire d'un tel prélèvement (un «Avis de Prélèvement») exigeant le paiement par chacun de ces Actionnaires d'une partie de leur Engagement non prélevé à la date de paiement spécifiée dans l'Avis de Prélèvement (laquelle date sera située au moins 10 Jours ouvrables après la date de l'Avis de Prélèvement). Chaque Avis de Prélèvement spécifiera aussi le ou les objets pour lesquels un Apport en Capital est requis et, si un tel objet est (i) d'investir dans une Société de portefeuille ou une Société de portefeuille potentielle, la branche de l'industrie et le pays dans lequel cette Société de portefeuille ou cette Société de portefeuille potentielle opère; (ii) de payer des honoraires et frais, une ventilation de ces honoraires et frais, et le calcul de ces honoraires et frais.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier les paragraphes (ii) et (iii) de l'article 8.4 des Statuts afin de leur donner la teneur suivante:

«(ii) lorsque la Cession amènerait un Actionnaire A (i) dont l'Engagement représente moins de 25 pour cent du Total des Engagements HFL avant la Cession envisagée à détenir 25 pour cent ou plus des Actions de Catégorie A émises, ou (ii) dont l'Engagement représente moins de 50 pour cent du Total des Engagements HFL avant la Cession envisagée à détenir 50 pour cent ou plus des Actions de Catégorie A émises à moins qu'une telle Cession n'ait été approuvée par le Comité consultatif (en ce compris, pour éviter tout doute, le vote positif du Promoteur stratégique à l'exclusion du vote du Promoteur financier);

(iii) lorsqu'une telle Cession amènerait la Société à ne plus être habilitée ou à cesser ses activités (y compris à des fins fiscales pertinentes), mais seulement si une telle cessation entraîne des conséquences fiscales préjudiciables importantes pour la Société, le Fonds Parallèle ou leurs investisseurs respectifs.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier les articles 9.2, 9.3, 9.4 et 9.5 des Statuts afin de leur donner la teneur suivante:

« **9.2.** Dans les cinq (5) Jours ouvrables à compter de la réception d'un avis de Cession, l'Associé Commandité proposera à l'achat, au prix de Cession, à (i) chacun des Actionnaires autres que les Actionnaires vendeurs et (ii) chacun des investisseurs dans le Fonds Parallèle détenant des Actions de Catégorie A (ensemble, les «Actionnaires concernés») l'Intérêt à céder et l'Associé Commandité invitera chacun d'eux à indiquer par écrit dans les trente 30 Jours ouvrables de la date de l'expédition d'une telle proposition s'ils souhaitent acheter une partie de l'Intérêt à céder et, le cas échéant, laquelle.

9.3. Si, conformément à la proposition contenue à l'Article 9.2, l'ensemble des demandes des Actionnaires concernés ou de certains d'entre eux est égal ou inférieur à la totalité de l'Intérêt à céder, l'Associé Commandité attribuera le

montant de l'Intérêt à céder conformément aux demandes des Actionnaires concernés dans les proportions des demandes de chacun d'eux.

9.4. Si l'ensemble des demandes des Actionnaires concernés ou de certains d'entre eux dépasse le montant de l'Intérêt à céder, l'Associé Commandité attribuera l'Intérêt à céder aux Actionnaires concernés qui l'ont demandé (les Actionnaires demandeurs) en proportion (autant que possible) de leurs Engagements respectifs comme proportion de l'ensemble des Engagements des Actionnaires concernés mais de telle sorte qu'aucun Actionnaire concerné ne se voie attribuer plus qu'il n'a demandé.

9.5. Si, après l'attribution de l'Intérêt à céder par l'Associé Commandité conformément à l'Article 9.4 (l'Attribution), toute partie de l'Intérêt à céder n'est pas attribuée (l'Intérêt à céder résiduel), l'Associé Commandité attribuera dans les deux (2) Jours ouvrables de l'Attribution l'Intérêt à céder résiduel à tout Actionnaire demandeur qui ne s'est pas vu attribuer, lors de l'attribution, le montant total qu'il avait demandé (les Montants non satisfaits). S'il n'y a pas suffisamment d'Intérêt à céder résiduel pour satisfaire intégralement les Montants non satisfaits, l'Intérêt à céder résiduel sera attribué entre les Actionnaires demandeurs qui ont toujours des Montants non satisfaits (les Actionnaires résiduels) en proportion (autant que possible) de leurs Engagements respectifs comme proportion de l'ensemble des Engagements des Actionnaires résiduels mais de telle sorte qu'aucun Actionnaire résiduel ne se voie attribuer plus qu'il n'a demandé.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le paragraphe (i) de l'article 11.7 des Statuts afin de leur donner la teneur suivante:

«(i) donner des garanties, engagements et indemnités dans le cadre de l'acquisition, de la détention et de l'aliénation d'Investissements que l'Associé Commandité estime nécessaires ou souhaitable, à condition que les risques et charges résultant de ces garanties, engagements et indemnités, selon des estimations de l'évaluation financière réalisée par l'Associé Commandité, ne dépassent à aucun moment 100% de la valeur nette des actifs de la Société;

L'Assemblée décide d'insérer un paragraphe (bb) dans l'article 11.7 des Statuts ayant la teneur suivante:

(bb) jusqu'à la Date de Clôture Finale, transférer et affecter contre un coût et, le cas échéant, des honoraires de transfert, une partie ou l'intégralité de tout actif du Fonds Parallèle, à la Société. En outre, une partie de tout actif du Fonds Parallèle peut être portée par la Société (le «Montant Porté»). L'Associé Commandité peut (jusqu'à la Date de Clôture Finale), le cas échéant et dans les limites autorisées par la loi, transférer ou affecter un Montant Porté au Fonds Parallèle. Un tel transfert se fera contre un coût et, le cas échéant, des honoraires de transfert,».

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 11.9 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« 11.9. Comité Consultatif.

a) La Société possédera un Comité Consultatif représentant les Actionnaires principaux. Les membres du Comité Consultatif sont désignés, conformément aux paragraphes b) et c) ci-dessous, par l'Associé Commandité et par la société de gérance du Fonds Parallèle, à leur seule discrétion.

b) Jusqu'à la Première Date de Clôture du Fonds Parallèle, le Comité Consultatif sera composé de cinq (5) membres, comprenant deux (2) représentants du Promoteur Stratégique, un (1) représentant du Promoteur Financier et un représentant d'un des autres Actionnaires principaux, désignés par l'Associé Commandité.

c) A partir de la Première Date de Clôture du Fonds Parallèle, le Comité Consultatif sera composé de sept (7) membres, comprenant (i) deux (2) représentants du Promoteur Stratégique, un (1) représentant du Promoteur Financier (en qualité d'Actionnaire) et un (1) représentant d'un Actionnaire (afin d'éviter toute équivoque, autre que le Promoteur Stratégique et le Promoteur Financier), chacun désigné par l'Associé Commandité et (ii) un (1) représentant de l'Investisseur Clé, désigné par la société de gérance du Fonds Parallèle. Les deux (2) membres restants sont désignés par la société de gérance du Fonds Parallèle et par l'Associé Commandité parmi les représentants des Actionnaires principaux et des investisseurs principaux dans le Fonds Parallèle admis, respectivement, après la Première Date de Clôture et la Première Date de Clôture du Fonds Parallèle (et, afin d'éviter toute équivoque, ces deux (2) membres restants ne peuvent être des représentants du même Actionnaire ou du même investisseur dans le Fonds Parallèle).

d) L'Associé Commandité sera autorisé à écarter du Comité Consultatif tout membre représentant un Actionnaire qui devient Actionnaire Défaillant.

e) Les membres du Comité Consultatif seront invités par l'Associé Commandité à assister aux réunions que l'Associé Commandité peut déterminer. Les membres du Comité Consultatif seront remboursés par la Société des frais généraux raisonnables supportés en agissant en cette capacité mais ne seront pas indemnisés d'une autre manière pour leurs services en tant que membres du Comité Consultatif. Les représentants de l'Associé Commandité seront autorisés à assister aux réunions du Comité Consultatif et à prendre la parole à cette occasion mais ne seront pas autorisés à voter sur les matières discutées lors de telles réunions.

f) Le Comité Consultatif sera consulté par l'Associé Commandité si nécessaire en ce qui concerne des conflits d'intérêts effectifs ou potentiels en rapport avec la Société et/ou l'associé Commandité et/ou le Conseiller en investissement et/ou les membres de l'équipe d'investissement, dans la perspective de l'investissement envisagé par la Société ainsi que sur

toute autre matière lorsque la consultation ou le consentement du Comité Consultatif sont requis en vertu de présents Statuts ou de toute convention que la Société est supposée avoir conclue ou à la suite d'une demande de l'Associé Commandité ou du Conseiller en Investissement. Le Comité Consultatif recevra également en temps utile des informations sur la valeur des investissements, à des fins d'information. Les membres du Comité Consultatif ne prendront pas part à la gestion de l'entreprise de la Société. Néanmoins, l'Associé Commandité sera lié par toute décision du Comité Consultatif à propos de conflits d'intérêts ou de modifications à la Politique d'Investissement de la Société.

g) Toutes les décisions du Comité Consultatif seront prises par un vote d'une majorité de ses membres (y compris le vote positif du Promoteur Stratégique et/ou de l'Investisseur Clé et/ou du Promoteur Financier, ou excluant le vote du Promoteur Financier, comme indiqué dans tout Pacte d'Actionnaires) pour le moment, soit lors d'une réunion convoquée par l'Associé Commandité à sa discrétion soit, lorsqu'aucune réunion n'est tenue ou au cas où des membres refusent d'assister à une réunion, par les membres communiquant leur consentement à l'Associé Commandité. A moins que les membres du Comité consultatif n'en disposent autrement à l'unanimité, une personne ayant un conflit d'intérêts sera dans l'interdiction de voter sur toute question qui fait l'objet du conflit d'intérêts. Cependant, il ne lui sera pas interdit de participer aux délibérations concernant cette question avant que le vote n'ait lieu. L'Associé Commandité peut exiger du Comité Consultatif qu'il sonde ses membres et peut ignorer à tous égards le droit de vote et votes des membres qui refusent d'exprimer leur voix dans les 15 Jours ouvrables d'une notification écrite de l'Associé Commandité appelant à voter, aux fins de déterminer la décision de la majorité. Un procès-verbal des réunions du Comité Consultatif sera établi et distribué à chaque membre du Comité Consultatif.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 13.4 des Statuts par l'insertion de la phrase suivante «Sauf dispositions contraires dans ces Statuts,» afin de lui donner la teneur suivante:

«Chaque Actionnaire possède des droits de vote proportionnels à sa participation. Sauf dispositions contraires dans ces Statuts, chaque Action donne droit à une voix.»

Huitième résolution

L'Assemblée décide de modifier les définitions suivantes: «Première Date de Clôture», «Période d'investissement», «Sponsors» et «le Code» afin de leur donner la teneur suivante:

«Première Date de Clôture:

la date à laquelle les premiers Actionnaires (autres que les Promoteurs) sont admis dans la Société conformément aux conditions des présents Statuts»;

«Période d'Investissement:

la période entre le Premier Investissement et, jusqu'à la première des dates suivantes:

(a) le quatrième anniversaire de la création de la Société ou, sous réserve de l'approbation du Comité Consultatif, le cinquième anniversaire de la création de la Société; ou

(b) la date à laquelle il n'y a plus d'Engagements non Prélevés et où aucun Engagement non Prélevé supplémentaire ne peut se produire; ou

(c) la date à laquelle l'Associé Commandité détermine, de bonne foi, qu'au moins 75% du total des Engagements de la Société ont été investis ou ont fait l'objet d'un engagement d'investissement (y compris les montants réservés pour effectuer des investissements autres que de Nouveaux investissements et aux fins de payer une obligation ou des frais et dettes de la Société) conformément à une lettre d'intention, un protocole d'accord ou un document similaire qui constitue une obligation légalement impérative ou une convention définitive ou ont été prélevés;

(d) la date que l'Associé Commandité détermine après consultation du Comité consultatif; ou

(e) la date à laquelle la Période d'Investissement prend fin conformément aux présents Statuts ou à toute convention à laquelle la Société a adhéré.»;

«Promoteurs:

les Actionnaires désignés comme tels par la Société conformément à un Pacte d'Actionnaires»; et

«Le Code:

l'Internal Revenue Code américain de 1986, tel qu'il a été modifié.»

L'Assemblée décide de remplacer toute référence dans les Articles à «Engagement» par «Engagement de la Société», afin d'appuyer les modifications ci-dessus des Statuts.

Neuvième résolution

L'Assemblée décide d'insérer des définitions suivantes: «Engagement», «Engagement de la Société», «Date de Clôture Finale», «Promoteur Financier», «Total des Engagements HFL», «Investisseur Clé», «Fonds Parallèle», «Première Date de Clôture du Fonds Parallèle», «Pacte d'Actionnaires», «Montant Porté», afin d'appuyer les modifications ci-dessus des Statuts. Chacune de ces définitions aura la teneur suivante:

«Engagement:

en ce qui concerne un Actionnaire, the montant pour lequel il s'est engagé dans la Société ou, en ce qui concerne tout autre investisseur dans le Fonds Parallèle, son engagement dans ledit Fonds Parallèle»;

«Engagement de la Société:

en ce qui concerne un Actionnaire, le montant pour lequel il s'est engagé dans la Société»;

«Date de Clôture Finale:

La dernière des dates suivantes:

(a) la date à laquelle le dernier Actionnaire est admis dans le Fonds, conformément à tout Pacte d'Actionnaires; ou

(b) la dernière date à laquelle un Actionnaire existant augmente le montant de son Engagement, conformément à tout Pacte d'Actionnaires,

à condition que telle date n'intervienne pas après (i) le 31 mars 2015, ou (ii) suivant la décision de l'Associé Commandité, le dernier jour d'une période de trois mois suivant le 31 mars 2015.»;

«Promoteur Financier:

le sens donné dans un Pacte d'Actionnaires»;

«Total des Engagements HFL:

le montant total de tous les Engagements de tous les actionnaires et tous les investisseurs dans le Fonds Parallèle»;

«Investisseur Clé:

le sens donné dans un Pacte d'Actionnaires»;

«Fonds Parallèle:

Health For Life Capital FPCI, un fonds professionnel de capital investissement, régi par la loi française and administré par Seventure Partners S.A., sa société de gestion»;

«Première Date de Clôture du Fonds Parallèle:

la date à laquelle les premiers investisseurs dans le Fonds Parallèle ont effectué leur premier prélèvement dans le Fonds Parallèle»;

«Pacte d'Actionnaires:

signifie toute convention qui établit, entre autres choses, les droits et obligations des actionnaires de la Société envers la Société, conclue occasionnellement entre les actionnaires de la Société et la Société et qui pourra être modifiée de temps à autre»; et

«Montant Porté:

sens donné à l'Article 11».

L'Assemblée décide de remplacer toute référence dans les Articles à «toute convention que la Société et les Actionnaires sont supposés avoir conclue», «toute convention que la Société est supposée avoir conclue avec les Actionnaires» et «toute convention avec les Actionnaires» par «Pacte d'Actionnaires», afin d'appuyer les modifications ci-dessus des Statuts.

Dixième résolution

L'Assemblée décide de modifier le paragraphe (e) du point 1 (Attribution des Fonds) de l'Annexe 2 (Distributions des Produits des Revenus et des Produits du Capital entre les Actionnaires) des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

«en cinquième lieu, à concurrence de 70 pour cent aux Actionnaires B (proportionnellement à leur Apport au Capital respectif représenté par leurs Actions de Catégorie B) et 30 pour cent aux Actionnaires A (proportionnellement à leur Apport au Capital respectif représenté par leurs Actions de Catégorie A) jusqu'à ce que le montant total reçu par les Actionnaires B conformément au présent paragraphe 1(v) de cette annexe 2 représente un montant égal à 20 pour cent des distributions cumulées en vertu des paragraphes 1(iv) et 1(v) de cette Annexe 2; et».

Déclaration - Coûts

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à EUR [*].

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la demande des parties comparantes le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le document ayant été lu aux mandataires des parties comparantes, connus du notaire par leurs nom, prénom, état civil et résidence, lesdits mandataires ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Herberigs, Millich, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Diekirch, Actes Civils, le 16 mars 2015. Relation: DAC/2015/4413. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée comprise dans le document transmis au R.C.S.L.]

Rambrouch, le 25 mars 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015046445/901.

(150053258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2015.

Tenaris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 85.203.

Notice is hereby given to holders of ordinary shares of Tenaris S.A. (the "Company") that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company will be held on *May 6, 2015*, at 9:30 a.m. (Luxembourg time) and that an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company will be held immediately after the adjournment of the Annual General Meeting of Shareholders. Both meetings (the "Meetings") will be held at the Company's registered office located at 29, avenue de la Porte-Neuve, 3rd Floor, L-2227 Luxembourg. At the Annual General Meeting of Shareholders, shareholders will vote on the items listed below under the heading "Agenda for the Annual General Meeting of Shareholders". At the Extraordinary General Meeting of Shareholders, shareholders will vote on the items listed below under the heading "Agenda for the Extraordinary General Meeting of Shareholders".

Agenda for the Annual General Meeting of Shareholders

1. Consideration of the consolidated management report and related management certifications on the Company's consolidated financial statements as of and for the year ended December 31, 2014, and on the annual accounts as at December 31, 2014, and of the independent auditors' reports on such consolidated financial statements and annual accounts.
2. Approval of the Company's consolidated financial statements as of and for the year ended December 31, 2014.
3. Approval of the Company's annual accounts as at December 31, 2014.
4. Allocation of results and approval of dividend payment for the year ended December 31, 2014.
5. Discharge of members of the Board of Directors for the exercise of their mandate throughout the year ended December 31, 2014.
6. Election of members of the Board of Directors.
7. Authorization of the compensation of members of the Board of Directors.
8. Appointment of the independent auditors for the fiscal year ending December 31, 2015, and approval of their fees.
9. Authorization to the Company, or any subsidiary, to from time to time purchase, acquire or receive securities of the Company, in accordance with Article 49-2 of the Luxembourg law of 10 August 1915 and with applicable laws and regulations.
10. Authorization to the Board of Directors to cause the distribution of all shareholder communications, including its shareholder meeting and proxy materials and annual reports to shareholders, by such electronic means as is permitted by any applicable laws or regulations.

Agenda for the Extraordinary General Meeting of Shareholders

1. Decision on the renewal of the authorized share capital of the Company and related authorizations and waivers by:
 - a. the renewal of the validity period of the Company's authorized share capital for a period starting on the date of the Extraordinary General Meeting of Shareholders and ending on the fifth anniversary of the date of the publication in the Mémorial of the deed recording the minutes of such meeting;
 - b. the renewal of the authorization to the Board of Directors, or any delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, for a period starting on the date of the Extraordinary General Meeting of Shareholders and ending on the fifth anniversary of the date of the publication in the Mémorial of the deed recording the minutes of such meeting, from time to time to issue shares within the limits of the authorized share capital against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve;
 - c. the renewal of the authorization to the Board of Directors, for a period starting on the date of the Extraordinary General Meeting of Shareholders and ending on the fifth anniversary of the date of the publication in the Mémorial of the deed recording the minutes of such meeting, to waive, suppress or limit any pre-emptive subscription rights of shareholders provided for by law to the extent it deems such waiver, suppression or limitation advisable for any

issue or issues of shares within the authorized share capital; waiver of any pre-emptive subscription rights provided for by law and related procedures;

d. the decision that any issuance of shares for cash within the limits of the authorized share capital shall be subject by provision of the Company's articles of association to the pre-emptive subscription rights of the then existing shareholders, except in the following cases (in which cases no pre-emptive rights shall apply):

i. any issuance of shares (including, without limitation, the direct issuance of shares or upon the exercise of options, rights convertible into shares, or similar instruments convertible or exchangeable into shares) against a contribution other than in cash; and

ii. any issuance of shares (including by way of free shares or at discount), up to an amount of 1.5% of the issued share capital of the Company, to directors, officers, agents, employees of the Company, its direct or indirect subsidiaries, or its affiliates (collectively, the "Beneficiaries"), including without limitation the direct issuance of shares or upon the exercise of options, rights convertible into shares, or similar instruments convertible or exchangeable into shares issued for the purpose of compensation or incentive of the Beneficiaries or in relation thereto (which the Board of Directors shall be authorized to issue upon such terms and conditions as it deems fit).

e. the acknowledgement and approval of the report of the Board of Directors in relation with the authorized share capital and the proposed authorizations to the Board of Directors with respect to any issuance of shares within the authorized share capital while suppressing any pre-emptive subscription rights of existing shareholders under law and related waiver; and

f. the amendment of article 5 "Share Capital" of the Company's articles of association to reflect the resolutions on this item of the agenda.

Resolutions at the Annual General Meeting of Shareholders will be passed by the simple majority of the votes validly cast, irrespective of the number of shares present or represented.

The Extraordinary General Meeting of Shareholders may not validly deliberate on the renewal of the authorized share capital and the proposed amendment of the Company's articles of association unless at least half of the issued share capital is represented, unless otherwise provided for by applicable law. If the required quorum is not reached at the first Extraordinary General Meeting of Shareholders, a second Extraordinary General Meeting of Shareholders may be convened in accordance with the Company's articles of association and applicable law and such second Extraordinary General Meeting of Shareholders shall validly deliberate regardless of the number of shares represented. Resolutions at the Extraordinary General Meeting of Shareholders shall be adopted by a two-thirds majority of the votes validly cast, unless otherwise provided for by applicable law.

Holders of Shares: procedures for attending and voting at one or both Meetings

In accordance with the Luxembourg law of 24 May 2011 on the exercise of certain rights of shareholders in general meetings of listed companies (the "Shareholders' Rights Law"), the right to attend, speak and vote at the General Meetings of Shareholders is restricted to those shareholders who are holders of shares of the Company on April 22, 2015 at 24:00 (midnight), Central European Time (the "Shareholders' Record Time").

A shareholder will only be entitled to attend and/or to vote (personally or by proxy) at one or both Meetings in respect of those shares of the Company which such shareholder duly evidences to hold at the Shareholders' Record Time. Any changes to a shareholder's holding of shares after the Shareholders' Record Time shall be disregarded for purposes of determining the right of such shareholder to attend and/or to vote (personally or by proxy) at the Meetings.

Set out below are instructions on how to attend and/or vote (personally or by proxy) at one or both Meetings.

If you are a holder of shares of the Company on the Shareholders' Record Time and you wish to attend and/or vote (personally or by proxy) at one or both Meetings, you must complete and return to the Company:

- i. the Intention to Participate Form, if you wish to attend one or both Meetings; and/or
- ii. the AGMS/EGMS Proxy Form, if you wish to vote by proxy at one or both Meetings.

A shareholder wishing to attend one or both Meetings must complete and return to the Company the Intention to Participate Form. The Intention to Participate Form must be received by the Company ON OR BEFORE APRIL 22, 2015 AT 24:00 (MIDNIGHT), CENTRAL EUROPEAN TIME (i.e. THE SHAREHOLDERS' RECORD TIME). A shareholder who has timely submitted the Intention to Participate Form, may elect either to (i) attend one or both Meetings and vote in person (in which case the shareholder is not required to submit the AGMS/EGMS Proxy Form), or (ii) have a proxy holder attend one or both Meetings in person and vote by proxy, in which case the shareholder must also submit (in addition to the Intention to Participate Form) the AGMS/EGMS Proxy Form as soon as possible and, in any event, must be received by the Company ON OR BEFORE APRIL 29, 2015 AT 24:00 (MIDNIGHT), CENTRAL EUROPEAN TIME. Please note that in the event that the Company does not receive the Intention to Participate Form and, if applicable, the AGMS/EGMS Proxy Form, properly completed and signed, by the dates indicated above, you will not be able to participate or vote (neither in person nor by proxy) at the Meetings.

A shareholder who does not wish to attend any Meeting but nonetheless wishes to vote by proxy at one or both Meetings must only complete and return to the Company the AGMS/EGMS Proxy Form (and need not submit the Intention to Participate Form) which must be received by the Company ON OR BEFORE APRIL 22, 2015 AT 24:00 (MIDNIGHT), CENTRAL EUROPEAN TIME (i.e. THE SHAREHOLDERS' RECORD TIME). Please note that in the event

that the Company does not receive the AGMS/EGMS Proxy Form, properly completed and signed, by the date indicated above, you will not be able to vote (neither in person nor by proxy) at the Meetings.

The Shareholders' Rights Law provides that any shareholder wishing to attend and/or vote (personally or by proxy) at one or both Meetings is required to provide reasonably satisfactory evidence to the Company (prior to the Meetings) as to the number of shares of the Company held by such shareholder on the Shareholders' Record Time. Such evidence of shareholding must include at least: shareholder's name, shareholder's registered office/address, shareholder status, number of shares held by the shareholder on the Shareholders' Record Time, the stock exchange on which the shareholder's shares trade and signature of the relevant shareholder's bank or stockbroker (the "Evidence"). Shareholders need to contact their bank or stockbroker with respect to the provision of such Evidence and completion of the applicable certificate. The certificate that constitutes the Evidence of the shareholding must be completed and delivered to the Company as soon as possible and in any event must be received by the Company ON OR BEFORE APRIL 29, 2015 AT 24:00 (MIDNIGHT), CENTRAL EUROPEAN TIME.

In compliance with the Shareholders' Rights Law and other applicable laws and regulations, this convening notice (which contains the agenda for the Meetings and the procedures for attending and/or voting at the Meetings), the total number of shares of the Company and voting rights as of the date of this notice, the Shareholder Meeting Brochure and Proxy Statement (which contains reports on each item of the agendas for the Meetings and draft resolutions proposed to be adopted at the Meetings), the Company's 2014 annual report (which contains the Company's consolidated financial statements as of and for the year ended December 31, 2014, and the Company's annual accounts as at December 31, 2014, together with the independent auditors' reports and the consolidated management report and certifications), the report of the Company's board of directors in connection with the proposed waiver of, suppression of, and authorization to suppress or limit, pre-emptive subscription rights by the existing shareholders, the Intention to Participate Form, the AGMS/EGMS Proxy Form and the model certificate that constitutes the Evidence of shareholding, required to be submitted to the Company for purposes of participating and/or voting at the Meetings, are available to shareholders as of the date of this notice, and may be obtained free of charge from the Company's website at www.tenaris.com/investors or at the Company's registered office in Luxembourg. In addition, shareholders registered in the Company's registry can obtain electronic copies of these documents free of charge by sending an electronic message to the following electronic address: investors@tenaris.com.

The Intention to Participate Form (if you wish to attend one or both Meetings), the AGMS/EGMS Proxy Form (if you wish to be represented and vote by proxy at one or both Meetings) and the certificate that constitutes the Evidence of the shareholding must be received by the Company, properly completed and signed, by the dates indicated above, at any of the following postal addresses, or by electronic message to the following electronic address: investors@tenaris.com.

Luxembourg:

29, avenue de la Porte-Neuve, 3rd Floor,
L-2227 Luxembourg
Attn: Adélia Soares

Argentina:

c/o Siderca S.A.I.C.
Carlos María della Paolera 299, piso 16°
(C1001ADA) Buenos Aires
Attn: Horacio de las Carreras and/or Eleonora Cimino

Italy:

c/o Dalmine S.p.A.
Piazza Caduti 6 luglio 1944 n. 1 24044
Dalmine (BG)
Attn: Marco Tajana and/or Alessandro Vottero

Mexico:

c/o Tubos de Acero de México, S.A.
Campos Elíseos 400-17
Col. Chapultepec Polanco
11560 México D.F.
Attn: Félix Todd and/or Cecilia Pérez Valencia

In the case of shares held through fungible securities accounts in Mexico, the certificate that constitutes the Evidence of shareholding must be delivered to S.D. Indeval, S.A. de C.V. (Paseo de la Reforma #255, 2o. y 3er. piso Col. Cuauhtémoc, Mexico City.

The AGMS/EGMS Proxy Form will only be valid if it includes the shareholder's name, registered office/address and signature and, in the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, the name, registered office/address and signature of the individual(s) representing such corporation or other legal entity. INCOMPLETE OR ERRONEOUS AGMS/EGMS PROXY FORMS OR AGMS/EGMS PROXY FORMS WHICH ARE NOT TIMELY DELIVERED OR DO NOT SATISFY THE REQUIRED FORMALITIES WILL BE DISCARDED AND THE UNDERLYING SHARES WILL NOT BE VOTED AT THE MEETINGS.

No admission cards will be issued to shareholders. Shareholders and their proxy holders attending one or both Meetings in person will be required to identify themselves at the respective Meeting with a valid official identification document (e.g. identity card, passport). In the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, individuals representing such entity who wish to attend one or both Meetings in person and vote at one or both Meetings on behalf of such legal entity, must submit -in addition to the Intention to Participate Form and the AGMS/EGMS Proxy Form, as indicated above- evidence of their authority to represent the shareholder at the respective Meeting by means of a proper document (such as a general or special power-of-attorney) issued by the such legal entity. A copy of such power of attorney or other proper document must be received by the Company on or before APRIL 29, 2015 AT 24:00 (MID-NIGHT), CENTRAL EUROPEAN TIME, at any of the postal addresses indicated above or by electronic message to the following electronic address: investors@tenaris.com.

A shareholder's proxy holder shall enjoy the same rights to speak and ask questions at the Meetings as those afforded to the respective shareholder. Pursuant to the Shareholders' Rights Law, irrespective of the number of shares held, a shareholder may appoint only one proxy holder to represent such shareholder at the Meetings, except that:

(i) if a shareholder holds shares of the Company through more than one securities account, such shareholder may appoint one proxy holder for each securities account;

(ii) a shareholder acting professionally for the account of a natural person or legal entity may appoint such natural person or legal entity, or any other third party designated by them, as proxy holder.

A person acting as shareholder's proxy holder may represent one or more shareholders. In the event a person represents more than one shareholder, such proxy holder may vote the shares of the represented shareholders differently, in accordance with the instructions given to such proxy holder by each shareholder such person represents.

Each share is indivisible for purposes of attending and voting at the Meetings. Co-owners of shares, beneficiaries and bare-owners of shares, and pledgors and pledgees of pledged shares must be represented by one single person at the Meetings.

In accordance with the Shareholders' Rights Law, shareholders holding, individually or collectively, at least five per cent (5%) of the issued shares of the Company have the right to (a) include items on the agendas for the Meetings; and (b) propose draft resolutions for the items included or to be included on the agendas for the Meetings. To exercise such rights, shareholders holding, individually or collectively, at least five per cent (5%) of the issued shares of the Company, must submit a written request to the Company ON OR BEFORE APRIL 14, 2015, to any of the postal addresses of the Company indicated above, or by sending an electronic message to the following electronic address: investors@tenaris.com. The request must be accompanied by a justification or a draft resolution proposed to be adopted in the respective Meeting and must include the postal or electronic address at which the Company can acknowledge receipt of such request. Requests which are not timely delivered or do not satisfy the required formalities will be discarded and the proposals included in such requests shall not be included in the agendas for the Meetings.

In accordance with the Shareholders' Rights Law, shareholders (or their proxy holders) will have the right to ask questions at the Meetings on the items of the agendas for the Meetings. The right to ask questions and the Company's duty to answer any such questions are subject to the procedures adopted by the Company to ensure the proper identification of shareholders (and their proxy holders), the good order of the Meetings as well as the protection of confidentiality of the Company's business and the safeguarding of the Company's corporate interests.

Holders of ADRS: procedures for voting at one or both Meetings

Holders of American Depositary Receipts ("ADRs") as of APRIL 22, 2015 (the "ADR Holders' Record Date") are entitled to instruct DEUTSCHE BANK TRUST COMPANY AMERICAS, as Depositary (the "Depositary"), as to the exercise of the voting rights in respect of the Company's shares underlying such holder's ADRs. Only those ADR holders of record as of the ADR Holders' Record Date will be entitled to provide the Depositary with voting instructions.

Proxy materials will be available to ADR holders as of the date of this notice on the Company's website at www.tenaris.com/investors. Voting instructions and voting cards will be sent to ADR holders by the Depositary. Any eligible ADR holder who wishes to give voting instructions in respect of the shares underlying its ADRs must follow the instructions and meet the deadlines set forth in such voting instructions and voting cards.

In accordance with the Luxembourg law of 11 January 2008 on transparency obligations for issuers of securities, each shareholder of the Company must notify the Company and the Luxembourg Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) on an ongoing basis whenever the proportion of the Company's voting rights held or controlled by such shareholder (or shareholders acting in concert) reaches, exceeds or falls below any of the following thresholds: 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3%, 50% and 66 2/3%. Any such notification shall be made as indicated in the Company's website at

www.tenaris.com/investors and in accordance with CSSF regulations. Failure to make such notification will cause the suspension of the exercise of voting rights relating to the shares exceeding the proportion that should have been notified.

On March 31, 2015, the Company had a total issued share capital of \$1,180,536,830, represented by 1,180,536,830 shares, each share carrying one vote.

The contact details of Tenaris S.A. are as follows:

Tenaris S.A.

Registered office:
29, avenue de la Porte-Neuve
L-2227 Luxembourg
Attention: Adélia Soares
Phone: (352) 26 47 89 78
Fax: (352) 26 47 89 79

Email: investors@tenaris.com

Website: www.tenaris.com/investors

For convenience of the holders of shares the following postal addresses may also be used:

Argentina:
c/o Siderca S.A.I.C.
Carlos María della Paolera 299, piso 16°
(C1001ADA) Buenos Aires
Attn: Horacio de las Carreras and/or Eleonora Cimino

Italy:
c/o Dalmine S.p.A.
Piazza Caduti 6 luglio 1944 n. 1 24044
Dalmine (BG)
Attn: Marco Tajana and/or Alessandro Vottero

Mexico:
c/o Tubos de Acero de México, S.A.
Campos Elíseos 400-17
Col. Chapultepec Polanco
11560 México D.F.
Attn: Félix Todd and/or Cecilia Pérez Valencia

Cecilia Bilesio
Secretary to the Board of Directors

March 31, 2015

Luxembourg

Référence de publication: 2015047498/251.

Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 29.425,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 90.053.

Ingersoll-Rand Lux Roza, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 115.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 90.093.

Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 116.750,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 104.949.

—
JOINT MERGER PROPOSAL

The board of managers of

- Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 90.053 and having a share capital of USD 29,425.- (the Absorbing Company);

- Ingersoll-Rand Lux Roza S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 90.093 and having a share capital of USD 115,000.- (“Roza”); and

- Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its registered office at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 104.949 having a share capital of USD 116,750.- ("Roza II", and together with Roza, the Absorbed Companies, which are, together with the Absorbing Company, the Merging Companies),

(each a Board and together, the Boards), have jointly drawn up this merger proposal (the Joint Merger Proposal) in accordance with the provisions of sub-section III of section XIV of the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

The Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Companies.

It has been decided that the Absorbed Companies shall merge into the Absorbing Company by way of absorption by the Absorbing Company of the Absorbed Companies and without liquidation of the Absorbed Companies pursuant to the provisions of sub-section III of section XIV of the Law and this Joint Merger Proposal (the Merger).

The present Joint Merger Proposal has been drawn up in Luxembourg on 19 March 2015 in order to be registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (Mémorial C) at least one (1) month prior to the date of the general meeting of the sole shareholder of each of the Merging Companies called to decide on the Joint Merger Proposal and the Merger.

1. Merging companies.

1.1 Absorbing Company

Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l. is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on 22 November 2002, published in the Memorial C on 30 December 2002 under number 1821. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 8 December 2011 published in the Memorial C on 27 January 2012 under number 230.

Its registered office is at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The company is registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 90.053 and has a share capital of USD 29,425.-

The Absorbing Company's sole shareholder is Ingersoll-Rand Worldwide Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 89.900 and having a share capital of USD 114.645.475.-

1.2 Absorbed Companies

- Ingersoll-Rand Lux Roza S.à r.l. is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on 25 November 2002, published in the Memorial C on 8 January 2003 under number 14. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed by Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, on 6 November 2014 published in the Memorial Con 11 December 2014 under number 3833.

Its registered office is at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The company is registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 90.093 and has a share capital of USD 115,000.-.

- Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l. is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, on 14 December 2004, published in the Memorial C on 23 March 2005 under number 262. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed by Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, on 6 January 2014 published in the Memorial Con 10 December 2014 under number 3806.

Its registered office is at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The company is registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 104.949 and has a share capital of USD 116,750.-.

The sole shareholder of each of the Absorbed Companies is the Absorbing Company with the corporate information as set out under item 1.1. above.

2. Type of Merger. The Absorbed Companies shall be merged into the Absorbing Company by way of a simplified merger by absorption by the Absorbing Company of the Absorbed Companies and without liquidation of the Absorbed Companies pursuant to this Joint Merger Proposal and the Law.

This Joint Merger Proposal is governed by the provisions of sub-section III of Section XIV of the Law.

3. Effective date and date of effect of the Merger from an accounting point of view. The Merger shall become effective (i) between the Merging Companies on the date of the holding of the extraordinary general meetings of the respective sole shareholder of the Merging Companies approving the Merger before a Luxembourg notary by means of a notarial

deed and (ii) vis-à-vis third parties on the date of the publication of the aforementioned notarial deeds approving the decision to merge in accordance with articles 273 (1) and 9 of the Law (the Effective Date).

For accounting purposes, the operations of the Absorbed Companies shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company as from 1 January 2015.

4. Rights conferred by the Absorbing Company to the shareholders of the Absorbed Companies having special rights and to holders of securities other than shares, or the measures it intends to take with respect of them. The Merging Companies have no shareholders which have special rights or holders of securities other than shares.

5. Special advantages. The members of the Boards, the auditors, other experts or advisors or any other person of the Merging Companies have not and will not be entitled to receive any special advantages in connection with, or as a result of, the Merger.

6. Economic board report. As the Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Companies, the Merger does not, in accordance with articles 27B and 265 of the Law, require the preparation of an economic report to the Joint Merger Proposal to be drawn up by the Boards.

7. Independent auditor report. As the Absorbing Company is the sole shareholder of the Absorbed Companies, the Merger does not, in accordance with articles 278 and 266 of the Law, require the preparation of a report by an independent auditor.

8. Impact of the Merger on creditors' rights. As a result of the merger, all assets and liabilities of the Absorbed Companies are being transferred to the Absorbing Company. The creditors of the Absorbed Companies become creditors of the Absorbing Company.

In accordance with article 268 of the Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims predate the date of the publication of the notarial deed recording the resolutions of the general meeting of the Merging Companies approving the decision to merge in the Mémorial C may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two (2) months of that publication to the judge presiding the Chamber of the Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguards of collateral for any matured or unmatured debts, where they can credibly demonstrate that, due to the Merger, the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained and as provided by the Law.

9. Sole shareholder approval. The Merger is subject to the adoption by the sole shareholder of each of the Merging Companies of the proposal to merge as contemplated by this Joint Merger Proposal before a Luxembourg notary.

10. Boards' approval. The Board of the Absorbing Company approved the Joint Merger Proposal on 19 March 2015. The respective Board of the Absorbed Companies approved the Joint Merger Proposal on 19 March 2015.

11. Document to be made available at the registered offices of the Merging Companies. The following documents will be made available to the sole shareholder of the Merging Companies at the respective registered offices of the Merging Companies at least one (1) month before the Merger takes effect between the Merging Companies;

- (i) the Joint Merger Proposal;
- (ii) the annual accounts of the Absorbing Company for 2011, 2012 and 2013;
- (iii) the annual accounts of the Absorbed Companies for 2011, 2012 and 2013; and
- (iv) the 2014 draft management accounts of the Absorbing Company and the Absorbed Companies.

A copy of the above mentioned documents will be granted free of charge upon request by the sole shareholder of the Merging Companies.

12. Effects of the Merger. Upon the effectiveness of the Merger, all assets and liabilities of the Absorbed Companies as they exist on the Effective Date are transferred to the Absorbing Company by operation of law and the Absorbed Companies cease to exist.

The creditors of the Absorbed Companies become creditors of the Absorbing Company as set out under item 8 above.

All of the shares in the Absorbed Companies are cancelled.

The Absorbing Company pays, as from the Effective Date, all taxes, contributions, duties, levies, insurance and other premiums, annuities and royalties, whether ordinary or extraordinary, which are due or may become due with respect to the property of the assets contributed by the Absorbed Companies.

The Absorbing Company shall carry out all the agreements and obligations of any kind whatsoever of the Absorbed Companies as such agreements and obligations exist on the Effective Date.

In so far as required by law or deemed necessary or useful, the appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities transferred to the Absorbing Company.

All corporate documents, files and records of the Absorbed Companies are kept at the registered office of the Absorbing Company in accordance with the Law.

13. Additional Provision. The costs of the Merger will be incurred by the Absorbing Company.

This Joint Merger Proposal has been prepared in the English language. The French translation thereof is for clarification purposes only.

In the event of any discrepancies between both versions, the English version will prevail.

This Joint Merger Proposal may be signed in separate counterparts. Together they shall form one and the same Joint Merger Proposal.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Les conseils de gérance de

- Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.053 et disposant d'un capital social de USD 29.425 (la Société Absorbante);

- Ingersoll-Rand Lux Roza S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.093 et disposant d'un capital social de USD 115.000,-(Roza);et

- Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.949 et disposant d'un capital social de USD 116.750 (Roza II et avec Roza, les Sociétés Absorbées et, avec la Société Absorbante, les Sociétés qui Fusionnent);

(chacun un Conseil et ensemble, les Conseils), ont ensemble rédigé ce projet commun de fusion (le Projet Commun de Fusion) conformément aux dispositions de la sous-section III de la section XIV de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

La Société Absorbante est l'associé unique des Sociétés Absorbées.

Il a été décidé que les Sociétés Absorbées fusionnent avec la Société Absorbante par voie d'absorption des Sociétés Absorbées par la Société Absorbante sans liquidation des Sociétés Absorbées conformément aux dispositions de la sous-section III de la section XIV de la Loi et au présent Projet Commun de Fusion (la Fusion).

Le présent Projet Commun de Fusion a été rédigé à Luxembourg le 19 mars 2015 afin d'être déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg pour publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial C) au moins un (1) mois avant la date de l'assemblée générale de l'associé unique de chacune des Sociétés qui Fusionnent convoquée afin de statuer sur le Projet Commun de Fusion et la Fusion.

1. Sociétés qui fusionnent.

1.1 Société Absorbante

Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l. est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, le 22 novembre 2002, publié au Mémorial C le 30 décembre 2002 numéro 1821. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 8 décembre 2011 publié au Mémorial C le 27 janvier 2012 numéro 230.

Le siège social est établi au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La société est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.053 et dispose d'un capital social de USD 29.425.

L'associé unique de la Société Absorbante est Ingersoll-Rand Worldwide Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.900 et disposant d'un capital social de USD 116.645.475.

1.2 Les Sociétés Absorbées

- Ingersoll-Rand Lux Roza S.à r.l. est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, le 25 novembre 2002, publié au Mémorial C le 8 janvier 2003 numéro 14. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Martre Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, le 6 novembre 2014 publié au Mémorial C le 11 décembre 2014 numéro 3833.

Le siège social est établi au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La société est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.093 et dispose d'un capital social de USD 115.000.

- Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l. est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, le 14 décembre

2004, publié au Mémorial C le 23 mars 2005 numéro 262. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, le 6 janvier 2014 publié au Mémorial C le 10 décembre 2014 numéro 3806.

Le siège social est établi au 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La société est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.949 et dispose d'un capital social de USD 116.750.

L'associé unique de chacune des Sociétés Absorbées est la Société Absorbante dont les données sociales sont exposées sous le point 1,1 ci-dessus.

2. Type de Fusion. Les Sociétés Absorbées seront fusionnées dans la Société Absorbante par voie d'une fusion simplifiée par absorption des Sociétés Absorbées par la Société Absorbante et sans liquidation des Sociétés Absorbées conformément au Projet Commun de Fusion et à la Loi,

Le présent Projet Commun de Fusion est régi par les dispositions de la sous-section III de la Section XIV de la Loi.

3. Date de réalisation et date d'effet de la Fusion d'un point de vue comptable. La Fusion sera effective (i) entre les Sociétés qui Fusionnent à la date de la tenue des assemblées générales extraordinaires de l'associé unique respectif des Sociétés qui Fusionnent approuvant la Fusion devant un notaire luxembourgeois par voie d'acte notarié et (ii) vis-à-vis des tiers à compter de la date de publication des actes notariés mentionnés ci-dessus approuvant la décision de fusionner conformément aux articles 273 (1) et 9 de la Loi (la Date d'Effet).

D'un point de vue comptable, les opérations des Sociétés Absorbées seront traitées comme ayant été réalisées pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1 janvier 2015.

4. Droits conférés par la Société Absorbante aux associés des Sociétés Absorbées ayant des droits spéciaux et aux détenteurs de titres autres que des parts sociales, ou mesures qu'elle veut adopter à leur égard. Les Sociétés qui Fusionnent ne comptent pas d'associés ayant des droits spéciaux ni de détenteurs de titres autres que des parts sociales.

5. Avantages spéciaux. Les membres des Conseils, les auditeurs, autres experts ou conseillers ou toute autre personne des Sociétés qui Fusionnent n'ont pas ni n'auront le droit de recevoir des avantages spéciaux dans le cadre de ou en conséquence de la Fusion.

6. Rapport de gestion. Comme la Société Absorbante est l'associé unique des Sociétés Absorbées, la Fusion n'exige pas, conformément aux articles 278 et 265 de la Loi, la préparation d'un rapport économique du Projet Commun de Fusion par les Conseils.

7. Rapport d'un auditeur indépendant. Comme la Société Absorbante est l'associé unique des Sociétés Absorbées, la Fusion n'exige pas, conformément aux articles 278 et 266 de la Loi, la préparation d'un rapport par un auditeur indépendant.

8. Impact de la Fusion sur les droits des créanciers. En conséquence de la Fusion, l'actif et le passif des Sociétés qui Fusionnent seront transférés à la Société Absorbante. Les créanciers des Sociétés Absorbées deviendront créanciers de la Société Absorbante.

Conformément à l'article 268 de la Loi, les créanciers des Sociétés qui Fusionnent, dont les créances sont antérieures à la date de publication au Mémorial C de l'acte notarié comprenant les résolutions de l'assemblée générale des Sociétés qui Fusionnent approuvant la décision de fusionner, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux (2) mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de garanties et sûretés pour des créances échues ou non échues, s'ils peuvent démontrer de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et qu'aucune garantie adéquate n'a été obtenue tel que prévu par la Loi.

9. Approbation de l'associé unique. La Fusion est sujette à l'adoption, devant un notaire luxembourgeois, par l'associé unique de chacune des Sociétés qui Fusionnent de la proposition de fusion telle que prévue par le Projet Commun de Fusion.

10. Approbation des Conseils. Le Conseil de la Société Absorbante a approuvé le Projet Commun de Fusion le 19 mars 2015.

Les Conseils respectifs des Sociétés Absorbées ont approuvé le Projet Commun de Fusion le 19 mars 2015,

11. Documents mis à disposition aux sièges sociaux des Sociétés qui Fusionnent. Les documents suivants ont été mis à la disposition de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent au siège social respectif des Sociétés qui Fusionnent au moins un (1) mois avant la date de prise d'effet de la Fusion entre les Sociétés qui Fusionnent:

- (i) Projet Commun de Fusion;
- (ii) Les comptes annuels de la Société Absorbante pour 2011, 2012 et 2013;
- (iii) Les comptes annuels des Sociétés Absorbées pour 2011, 2012 et 2013; et
- (iv) Les projets de comptes de gestion 2014 de la Société Absorbante et des Sociétés Absorbées.

Une copie des documents mentionnés ci-dessus sera donnée gratuitement sur demande de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent.

12. Effets de la Fusion. Dès réalisation de la Fusion, les actifs et passifs des Sociétés Absorbées, tels qu'existant à la Date d'Effet sont transférés à la Société Absorbante par opération de la loi et les Sociétés Absorbées cessent d'exister.

Les créanciers des Sociétés Absorbées deviennent créanciers de la Société Absorbante tel que mentionné au point 8 ci-dessus.

Toutes les parts sociales des Sociétés Absorbées sont annulées.

La Société Absorbante réglera, à compter de la Date d'Effet, tous les impôts, cotisations, taxes, imposition, assurances et autres primes, rentes et redevances, ordinaire ou extraordinaire, dus ou qui deviendraient dus par rapport à la propriété des actifs apportés par les Sociétés Absorbées.

La société Absorbante prendra en charge tous les engagements et les obligations de toute sorte des Sociétés Absorbées tels qu'ils existent à la Date d'Effet.

Si la loi l'exige ou si cela s'avère nécessaire ou utile, des instruments de cession seront signés par les Sociétés qui Fusionnent afin de réaliser la cession des actifs et passifs cédés à la Société Absorbante.

Tous les documents sociaux, dossiers et registres des Sociétés Absorbées sont conservés au siège social de la Société Absorbante conformément à la Loi.

13. Disposition supplémentaire. Le coût de la Fusion sera à la charge de la Société Absorbante.

Cette Projet Commun de Fusion a été rédigée en langue anglaise. La traduction française a été ajoutée à des fins de clarification uniquement.

En cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise prévaudra.

Cette Projet Commun de Fusion peut être signée en plusieurs copies séparées. Ensemble elles formeront un seul et même Commun Projet de Fusion.

Signature page for the Joint Merger Proposal for the simplified domestic merger by absorption by Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l. of Ingersoll-Rand Lux Roza S.à r.l. and Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l.

Ingersoll-Rand Lux Roza S.à r.l.

The board of managers

David Buton / Scott McKINLAY

Manager / Manager

Ingersoll-Rand Roza II S.à r.l.

The board of managers

David Buton / Scott McKINLAY

Class A Manager / Class B Manager

Ingersoll-Rand Lux International S.à r.l.

The board of managers

David Buton / Scott McKINLAY

Manager / Manager

Référence de publication: 2015047105/283.

(150053287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2015.

MJ Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz.

R.C.S. Luxembourg B 195.519.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on sixth of March,

Before Us Maître Jean-Paul Meyers, notary residing at Rambrouch, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

1. Mr Jan Stig Rasmussen, Director, born on 3 June 1961 in Copenhagen, Denmark, residing at L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz,

2. Mrs Marianne Rasmussen, employed person, born on 25 November 1962 in Tarnby, Denmark, residing at L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz,

both here represented by Mr. Serge BERNARD, lawyer, residing in Luxembourg, by virtues of "ad hoc" proxies given under private seal.

Which powers of attorney, after being signed "ne varietur" by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties, as represented, request the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a limited liability company, ("Gesellschaft mit beschränkter Haftung"), as follows:

Art. 1. A private limited liability company is hereby formed that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

Art. 2. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio, as well as real estate in Luxembourg and abroad.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The object of the Company is furthermore the exploitation, acquisition, assignment or granting of a license, or, more generally, all acts of assignment in whatsoever form, of all intellectual and industrial property rights and, more specifically, of all patents, trademarks, drawings and models and copyrights in relation to the above-mentioned activities.

The company may borrow in any form.

The company may contract loans, with or without guarantee and stand security for other persons or companies.

The company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of "MJ Holdings".

Art. 5. The registered office of the Company is established in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by collective decision of the associates.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.-EUR), consisting of one hundred (100) shares with a par value of one hundred twenty-five Euro (125.-EUR) each.

Art. 7. The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law governing commercial companies.

Art. 8. Each share entitles its owner to a proportional right in the Company's assets and profits.

Art. 9. Shares shall be freely transferable between associates.

They can only be transferred inter vivos or upon death to non-associates with the unanimous approval of all the associates.

In this case the remaining associates have a preemption right, which they must use within 30 days from the date of refusal to transfer the shares to a non-associate person.

In case of use of this preemption right the value of the shares shall be determined pursuant to paragraph 6 and 7 of article 189 of the Company law.

Art. 10. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the associates.

Art. 11. For no reason and in no case, the heirs or creditors of the associates are allowed to pursue the sealing of property or documents of the Company.

Art. 12. The company shall be managed by one or several managers, who need not to be shareholders, nominated and subject to removal at any moment by the general meeting.

Art. 13. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible.

As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 14. Every associate may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Art. 15. Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital.

However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by a majority of the associates representing seventy five percent of the capital.

In case that the Company consists of only one shareholder, all the powers, which, in accordance to the law or the articles of incorporation, are assigned to the general meeting are exercised by the only shareholder.

Resolutions taken by the sole shareholder in virtue of these attributions must be mentioned in a protocol or taken in written form.

Contracts concluded between the sole shareholder and the company represented by the sole shareholder must also be mentioned in a protocol or be established in written form.

This disposition is not applicable for current operations made under normal conditions.

Art. 16. The business year begins on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 17. Every year on the last day of December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 18. The financial statements are at the disposal of the associates at the registered office of the Company.

Art. 19. Out of the net profit, five percent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of the Company.

The balance is at the disposal of the associates.

Art. 20. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be associates and who are appointed by the associates who will specify their powers and remuneration.

Art. 21. For all points not regulated by these Articles of Association the appearing party subjects and submits himself to the legal provisions of the Law of 10th August, 1915 concerning trading companies and the laws amending it.

Transitory Provision

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31st of December 2015.

Payment of the shares

The articles of incorporation having been settled the sharequotas have been subscribed as follows:

1.- Jan Stig Rasmussen	50
2.- Marianne Rasmussen	50
Total: one hundred sharequotas	100

All the shares have been totally paid up so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.-EUR) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at 1.100,- EUR.

Decisions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the company, the aboved-named shareholders, held an extraordinary general meeting and took the following resolutions by unanimous vote:

1.- The registered office is established at L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz.

2.- Is appointed for an unlimited period of time as managers:

- Mr Jan Stig Rasmussen, Director, born on 3 June 1961 in Copenhagen, Denmark, residing at L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz.

- Mrs Marianne Rasmussen, employed person, born on 25 November 1962 in Tarnby, Denmark, residing at L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz,

3.- The company will be validly bound by the sole signature of each of the managers.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the appearing party signed together with us, the notary, the present deed.

Folgt die Deutsche Fassung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zwei tausend fünfzehn, den sechsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Paul Meyers mit dem Amtssitz in Rambrouch; (Grossherzogtum Luxemburg);

SIND ERSCHIENEN:

1. Herrn Jan Stig Rasmussen, Direktor, geboren am 3. Juni 1961 in Kopenhagen, Dänemark, wohnhaft in L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz,

2. Frau Marianne Rasmussen, Angestellte, geboren am 25. November 1962 in Tarnby, Dänemark, wohnhaft in L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz

Beide hier ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Serge BERNARD, Jurist, wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer „ad hoc“ Vollmacht unter Privatschrift.

Diese Vollmachten bleiben, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurden, dieser Urkunde zum Zweck der Registrierung als Anlage beigefügt.

Welche Komparenten, wie vertreten den amtierenden Notar ersuchen die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche Sie hiermit gründen, zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung auf jede Art und Weise an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schulforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes, als der Erwerb von Immobilien in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeder finanziellen, industriellen oder kommerziellen Gesellschaft beteiligen und Schwester- und Tochtergesellschaften alle Unterstützung geben, sei es durch Kredite, Garantien oder auf andere Artikel.

Gegenstand des Unternehmens ist weiterhin der Verwertung, der Erwerb, Abtretung oder Erteilung einer Lizenz oder, ganz allgemein, alle Urkunden der Zuordnung in welcher Form, der alle geistigen und gewerblichen Schutzrechte und, genauer gesagt, von allen Patenten, Marken, Zeichnungen und Modelle und Urheberrechte in Bezug auf die oben genannten Aktivitäten.

Die Gesellschaft kann auf jede Art Darlehen geben.

Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten.

Die Gesellschaft kann ausserdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Name der Gesellschaft ist "MJ Holdings".

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Junglinster, Grossherzogtum Luxemburg

Er kann an jeden anderen Ort im Grossherzogtum Luxemburg verlegt werden durch Kollektivbeschluss der Gesellschafter.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,-EUR), aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile von jeweils ein hundert fünf und zwanzig Euro (125,-EUR).

Art. 7. Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Art. 8. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 9. Unter Gesellschaftern sind die Anteile frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschafters an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen 30 Tagen ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäss Abschnitt 5 und 6 von Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters.

Art. 11. Es ist den Erben und Gläubigern der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 12. Die Gesellschaft wird vertreten durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

Art. 13. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein.

Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann an den Abstimmungen teilnehmen.

Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Art. 15. Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von mehr als der Hälfte der Anteilseigner akzeptiert wurden.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Anteilseigner gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen.

Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in ein Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in ein Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Diese Verfügung entfällt für laufende Geschäfte, welche unter normalen Bedingungen abgeschlossen wurden.

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Jedes Jahr am letzten Tag des Monats Dezember wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

Art. 18. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 19. Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegen.

Art. 21. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, beruft und bezieht sich der Komparent auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Die Satzung wurde somit angenommen und die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

1.- Jan Stig Rasmussen	50
2.- Marianne Rasmussen	50
Total: einhundert Anteile	100

Alle Anteile wurden in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölf tausend fünf hundert Euro (12.500,-EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf ungefähr 1.200 -EUR veranschlagt sind, gehen zu Lasten der Gesellschaft.

Beschlussfassung durch die Gesellschafter

Anschliessend haben die Komparenten folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.- Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz.
- 2.- zu den Geschäftsführern, für eine unbestimmte Dauer, wurden ernannt:
 - Herr Jan Stig Rasmussen, Direktor, geboren am 3. Juni 1961 in Kopenhagen, Dänemark, wohnhaft in L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz.
 - Frau Marianne Rasmussen, Angestellte, geboren am 25. November 1962 in Tarnby, Dänemark, wohnhaft in L-6137 Junglinster, 7, Val de l'Ernz.
- 3.- Die Gesellschaft wird jeweils durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers rechtmäßig vertreten.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch des Komparenten gegenwärtige Urkunde in englisch verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Ersuchen derselben Person und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: Serge Bernard, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 10 mars 2015. Relation: DAC/2015/4053. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 18 mars 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015045257/231.

(150051824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2015.

OCM Phoenix Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 177.252.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 18 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, Mme. Katherine Ralph et M. Franck Laval avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Phoenix Holdings II Sàrl

Référence de publication: 2015030668/13.

(150033908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

GAM STAR (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 35.181.

Die ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre (die "Generalversammlung") des GAM Star (Lux) wird am Gesellschaftssitz am 20. April 2015 , 10.30 Uhr stattfinden.

Tagesordnung:

1. Anhörung und Abnahme der folgenden Berichte für das Geschäftsjahr endend zum 31. Dezember 2014:
 - a) Geschäftsbericht des Verwaltungsrates
 - b) Bericht des Wirtschaftsprüfers
2. Abnahme der geprüften Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr endend zum 31. Dezember 2014
3. Beschluss über die Verwendung des Geschäftsergebnisses
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr endend zum 31. Dezember 2014:
 - Martin JUFER,
 - Tristan BRENNER
 - Billy NORRIS und
 - Scott SULLIVAN
5. Wahl / Wiederwahl des Verwaltungsrates bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2016
 - a) Ratifizierung der Kooptation des Mitglieds des Verwaltungsrates
 - keine
 - b) Wiederernennung der Mitglieder des Verwaltungsrates:
 - Martin JUFER,
 - Tristan BRENNER
 - Billy NORRIS und
 - Scott SULLIVAN
 - c) Neu-/Zuwahl von Mitgliedern des Verwaltungsrates:
 - keine

6. Ernennung von PricewaterhouseCoopers S.C. mit Sitz in Luxemburg als Wirtschaftsprüfer bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2016
7. Sonstiges

Der Jahresbericht, der Bericht des Wirtschaftsprüfers sowie der Bericht des Verwaltungsrates liegen für Sie am Gesellschaftssitz zur Einsichtnahme bereit und können Ihnen auf Wunsch zugesandt werden.

Diejenigen Aktionäre, welche persönlich an der Generalversammlung teilnehmen möchten, bitten wir, sich aus organisatorischen Gründen bis zum 15. April 2015 bei GAM Star (Lux) c/o Swiss & Global Asset Management (Luxembourg) S.A., zu Händen von Legal & Compliance, 25, Grand Rue, L-1661 Luxemburg (Fax Nr. +352/ 26 48 44 - 44) anzumelden.

Falls Sie nicht persönlich an der Generalversammlung der Aktionäre teilnehmen können, haben Sie die Möglichkeit, sich durch Vollmacht vertreten zu lassen. Hierzu bitten wir Sie, eine ausgefüllte und unterzeichnete Vollmacht - aus organisatorischen Gründen bis zum 15. April 2015 - an GAM Star (Lux), c/o GAM Fund Management Limited, Communication, George's Court, 54-62 Townsend Street, Dublin 2, Irland per Brief oder Fax (Faxnummer +353 (0) 1 611 7941) oder per E-mail an GAMproxy@gam.com zu schicken.

Die Aktionäre werden darauf hingewiesen, dass für Beschlüsse der Generalversammlung der Aktionäre kein Quorum verlangt wird und dass die Beschlüsse durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre an der ordentlichen Generalversammlung gefasst werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015048111/755/99.

Allianz European Pension Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.986.

Notice is hereby given that the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of Allianz European Pension Investments ("the Company") will be held at the registered office of the Company at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, at 14.30 on 9 April 2015 for the purpose of considering and voting upon the following matters on the amendment of the Articles of Incorporation of the Company dated 21 July 2007 with effect from 29 May 2015:

Agenda:

1. Investment policies and restrictions
The mechanism of calculating the net assets of the Company in the case of one Subfund of the Company investing into another Subfund of the Company shall be added in order to describe more precisely and fully reflect the applicable legal requirements. Article 18.1.b of the Articles of Incorporation shall be amended accordingly.
2. Risk diversification
The list of parties which issue securities / instruments that Subfunds of the Company may invest up to 100 % of their assets into (for the purpose of risk diversification and under the condition that such securities / instruments are in at least six different issues and of one and the same issue not to exceed 30% of a Subfund's net assets) shall be extended to cover Hong Kong, Brazil, India, Indonesia, Russia, South Africa, Singapore or any other non-EU member states subject to the approval of the CSSF and disclosure within the Prospectus of the Company. Article 18.3.f of the Articles of Incorporation shall be amended accordingly.
3. Conversion into feeder funds
The Board of Directors of the Company shall be granted the right to turn Subfunds of the Company into or create Subfunds of the Company as feeder funds. Article 18.3.g of the Articles of Incorporation shall be amended accordingly in order to reflect the requirements of Article 77 of the Law of 17 December 2010 on Undertakings for Collective Investment which provide the regulatory provisions of feeder funds (e.g. minimum investment limit (85%) of a feeder fund in a master fund; a feeder fund may hold up to 15% of its assets in other assets such as ancillary liquid assets.)
4. Closures of Subfunds and share classes of the Company
The powers and processes of liquidating Subfunds of the Company or liquidating share classes of such Subfunds shall be defined more precisely under Article 24.1 and Article 24.2. Article 24.1 empowers the Board of Directors and Article 24.2 empowers the general meeting of shareholders to force redemption of all shares in any share class or any sub-fund and the wordings in these two clauses are amended in order to describe this more precisely. In addition, it has been clarified in Article 24.1 of the Articles of Incorporation that the Board of Directors may liquidate a Subfund or share class if the assets of a Subfund or share class fall below the amount that the Board of Directors considers to be the minimum amount for economically efficient management of the Subfund or share class. The circumstances stated in Article 24.1 apply to sub-funds as well as share classes.
5. Mergers of Subfunds and share classes of the Company

The powers, notification timeline and processes of merging of one or all share classes issued in a Subfund (1) with another Subfund of the Company, (2) with another share class of the same Subfund of the Company, (3) with another UCITS, or (4) with another Subfund or share class of such UCITS shall be amended. Article 24.5 and 24.6 of the Articles of Incorporation shall be amended accordingly.

In case the merger of a Subfund would lead to the liquidation of the Company, the respective stipulations of Article 28 of the Articles shall be amended accordingly.

6. Caisse de Consignation

For clarification purposes Article 24.3 of the Articles of Incorporation is updated by referring to the Luxembourg regulation for the handling of the unclaimed proceeds (where will it be deposited and when will be forfeited).

7. Articles language

Choice of English as the official language of the Articles of Association as authorised by Article 26 (2) of the Luxembourg law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment.

8. Changes of housekeeping nature

Definitions and usage of terms as well as the spelling of key terminology shall be amended so as to be more concise and to be in line with the definitions and spelling rules applied in the Prospectus of the Company. All Articles of the Company (if applicable) shall be amended accordingly.

The text of the proposed amendments to the Articles of Incorporation is accessible or available free of charge for the Shareholders at the registered office of the Company.

The effective date of the revised Articles of Incorporation would be 29 May 2015 if resolutions are passed at the Extraordinary General Meeting.

Voting :

Resolutions on the Agenda may be passed by at least two thirds of the votes cast thereon at the Meeting whereby to have a quorum at least one half of the capital must be represented.

The quorum and majority requirements will be determined in accordance to the outstanding shares on 4 April 2015 midnight CEST (the "Record Date"). The voting rights of Shareholders shall be determined by the number of shares held at the Record Date.

Should the quorum not be met at this Meeting, a second extraordinary general meeting will be reconvened which may pass resolutions on the same Agenda without a quorum by at least two thirds of the votes cast thereon at that Meeting.

Voting Arrangements:

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation from their depository bank or institution showing the number of shares held by the Shareholder as per the Record Date, to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CET on 7 April 2015.

Any shareholders entitled to attend and vote at the meeting shall be entitled to appoint a proxy to vote on his/her behalf. The proxy form, in order to be valid, must be duly completed and signed under the hand of the appointer or his/her attorney or if the appointer is a corporation, under its common seal or under the hand of a duly authorised officer, and sent to the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, to arrive in Luxembourg by no later than 11:00 CET on 7 April 2015.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the Transfer Agent RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg. A person appointed a proxy need not be a shareholder of the Company. The appointment of a proxy will not preclude a shareholder from attending the meeting.

Senningerberg, March 2015

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015043302/755/84.

Romanico AC Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 158.506.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of the month of February.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "ROMANICO AC FUND" (the "Company"), a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in the form of a société en commandite par actions established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 158.506, incorporated by deed of the undersigned notary, on 17 January 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 244 of 7 February 2011.

The meeting was presided by Solange Wolter-Schieres, notary clerk, professionally residing in Luxembourg.

The Chairman then appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Ludovic Gavatz, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I.- All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by notices sent to all the shareholders by registered mail on 26 January 2015.

II.- The shareholders represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list which is signed by the proxyholders, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. Said attendance list will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

As it appears from said attendance list, out of the 50,621.956 ordinary shares, 48,551 ordinary shares and the one (1) management share currently in issue in the Company are present or represented at the present general meeting so that the meeting is validly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items of the agenda.

III.- The agenda of the meeting is as follows:

1. To dissolve the Company and put it into liquidation;
2. If resolution 1) is adopted, to appoint ME Business Solutions S.à r.l., represented by Alexandre Bruncher, as liquidator of the Company and to determine its powers and remuneration.

After deliberation the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to dissolve the Company and put it into liquidation with immediate effect. The meeting noted that the Company subsists for the sole purpose of its liquidation.

Second resolution

The meeting resolved to appoint ME Business Solutions S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, represented by Mr Alexandre BRUNCHER, professionally residing at 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg as Liquidator.

The largest powers, particularly those set forth in articles 144 and following of the law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended, are granted to the liquidator by the meeting. The meeting authorises the liquidator in advance to execute the acts and enter into the deeds set forth in article 145 of the same law without any special authorisation from the meeting, if such authorisation is required by law.

The meeting dispenses the liquidator from drawing up an inventory and agrees that the liquidator may refer to the books of the Company.

The liquidator may delegate, under his responsibility, all or part of his powers to one or more proxies with respect to specific acts or deeds.

The liquidator is authorised to the extent required to proceed to any interim liquidation surplus payments as the liquidator deems fit.

There being no further items on the agenda, the meeting was closed.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg on the day indicated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that the present deed is worded in English.

This document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their respective names, first names, civil status and residences, the said persons signed together this original deed with us, the notary.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES, L. GAVATZ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 février 2015. Relation: LAC/2015/4985. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 mars 2015.

Référence de publication: 2015047331/61.

(150053937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2015.

FPS Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 159.674.

FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA Société à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 96.848.

—
Projet commun de fusion du 25 mars 2015.

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq mars.

Les soussignés:

1. FPS Audit S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.674 (la Société Absorbante); ici

ici représentée par son gérant unique, Monsieur Patrick SGANZERLA, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert et

2. FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA Société à responsabilité limitée, une société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.848 (la Société Absorbée)

ici représentée par son gérant unique, Monsieur Patrick SGANZERLA, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert

(la Société Absorbée et avec la Société Absorbante, sont ci-après collectivement désignées: les Sociétés qui Fusionnent)

Les représentants des Sociétés comparantes ont arrêté ce qui suit:

Les Sociétés qui fusionnent ont décidé par les présentes d'établir ce projet commun de fusion (le Projet Commun de Fusion) conformément aux dispositions des articles 261 et 278 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et de le présenter à l'assemblée générale de leurs actionnaires respectifs.

La fusion envisagée dans le Projet Commun de Fusion est à réaliser par l'absorption par la Société Absorbante de sa filiale à 100% la Société Absorbée en conformité avec les articles 261 et suivants et 278 et 279 de la Loi.

1. Description de la fusion envisagée. Les Gérants proposent de réaliser une fusion par absorption qui entraînera le transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 de la Loi (la Fusion).

Les Gérants s'engagent mutuellement à entreprendre toutes les démarches nécessaires à la réalisation de la Fusion, conformément aux conditions détaillées dans ce Projet Commun de Fusion.

La Fusion prendra effet entre les Sociétés qui Fusionnent à la fin du délai de un (1) mois qui commence à courir au jour de la publication du Projet Commun de Fusion (la Date de Prise d'Effet).

La Fusion prendra seulement effet envers les tiers après la publication du procès-verbal des assemblées générales des actionnaires des Sociétés qui Fusionnent au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), conformément à l'article 9 et à l'article 273 (1) de la Loi.

2. Informations fournies en vertu des articles 278 et 261 (2) de la loi.**2.1 Type de personne morale, dénomination sociale et siège social des Sociétés qui Fusionnent****2.1.1 La Société Absorbante**

La société à responsabilité limitée FPS Audit S.à r.l. ayant son siège social L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159.674.

2.1.2 La Société Absorbée

La société à responsabilité limitée FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA Société à responsabilité limitée ayant son siège social L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96.848.

2.2 Date à laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables, comme étant réalisées pour le compte de la Société Absorbante

Les opérations de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables, comme étant réalisées pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2015.

2.3 Droits conférés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux détenteurs de titres autres que des parts sociales (ou mesures qu'elle veut adopter à leur égard)

Il n'y a ni associés ayant des droits spéciaux, ni détenteurs de titres autres que des parts sociales.

2.4 Avantages spéciaux accordés aux membres des organes de gestion ou de contrôle des Sociétés qui Fusionnent

Les membres des gérances ou de contrôle des Sociétés qui Fusionnent ne recevront pas d'avantages spéciaux en rapport avec ou par suite de la Fusion.

3. Dispositions supplémentaires.

- (a) Le coût de la Fusion incombera à la Société Absorbante.
- (b) Les soussignés s'engagent réciproquement à prendre toutes les mesures en leur pouvoir afin de réaliser la Fusion conformément aux exigences légales et statutaires des Sociétés qui Fusionnent.
- (c) La Société Absorbante effectuera toutes les démarches nécessaires et requises à la réalisation de cette Fusion ainsi qu'au transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.
- (d) Les associés de chacune des Sociétés qui fusionnent auront le droit d'inspecter les documents suivants au siège social desdites sociétés ou le cas échéant sur leur site web, pendant au moins un (1) mois après la publication du Projet Commun de Fusion:
- (i) le Projet Commun de Fusion;
 - (ii) les comptes annuels et le rapport annuel des Sociétés qui Fusionnent des trois (3) derniers exercices sociaux, le cas échéant; et
- (e) Une copie des documents mentionnés ci-dessus peuvent être obtenus par les actionnaires sur demande et sans frais.
- (f) Le présent Projet Commun de Fusion a été établi le 25 mars 2015 à Luxembourg, aux fins d'être déposé au Registre du Commerce et des Sociétés et publié au Mémorial, un (1) mois au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur le Projet Commun de Fusion.

Pour FPS Audit S.à r.l.
Patrick SGANZERLA
Gérant unique
Pour FIDUCIAIRE PATRICK SGANZERLA
Société à responsabilité limitée
Patrick SGANZERLA
Gérant unique

Référence de publication: 2015047047/84.

(150053706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2015.

Eagle International Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 190.652.

— EXTRAIT

Lors d'une cession de parts en date du 28 octobre 2014, toutes Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de la société ont été transférées à Per Karsten Ims, né le 21 septembre 1966 à Oslo (Norvège), avec adresse à 8, Ullevall-salleen, 0852 Oslo, Norvège, qui est désormais associé unique de la société.

Pour extrait conforme.
Luxembourg, le 19 février 2015.

Référence de publication: 2015031075/13.

(150034711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

OCM Luxembourg French Leisure SV, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 174.521.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 18 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren et M. Christopher Boehringer avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg French Leisure SV

Référence de publication: 2015030653/13.

(150034069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2015.

Ecole de Musique de l'Union Grand-Duc Adolphe, Etablissement d'Utilité Publique.

Siège social: L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg G 165.

Comptes de l'exercice 2014

Rapport financier 2014	
Recettes 2014	10.651.777,48 €
Dépenses 2014	10.801.395,47 €
Excédent de dépenses 2014	-149.617,99 €
Situation financière au 31 décembre 2014	
Résultats reportés au 1 ^{er} janvier 2014	3.013.295,71 €
Excédent de dépenses 2014	-149.617,99 €
Avoir au 31 décembre 2014	2.863.677,72 €

Budget 2015

Projet de budget des recettes et des dépenses 2015	
Prévisions recettes	12.340.444 €
Prévisions dépenses	12.566.514 €
Excédent des dépenses	-226.070 €

Référence de publication: 2015031076/21.

(150034656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2015.

Aerogolf Property Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 194.663.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 11 février 2015 que le siège social de la Société a été transféré du 1B, Heienhaff, L-1736 Sennigerberg, Grand-Duché de Luxembourg au 1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 23 février 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015031563/20.

(150035239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2015.

Ablesoft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 92.564.

Le Bilan de clôture de liquidation au 23 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015031555/11.

(150035009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2015.